**Dossier Pêche**

**Par le collectif alimentation d’Indecosa CGT**

Novembre - Décembre 2024

----------------------------

****

**Sommaire**:

* Préambule
* Les différents modes de pêche et leurs impacts environnementaux
* Organisation de la profession
* Règlement de la pêche en France
* La situation économique du secteur de la pêche en France
* Le métier de marin pêcheur
* Importance du poisson dans l’alimentation
* Position Indecosa CGT

**Annexes** :

* Le concept de durabilité de la pêche
* Pêche durable dans l’UE : Etat des lieux et orientations pour 2025
* Mieux protéger les requins grâce à une pêche et un commerce durable



**Préambule**

L’océan représente plus de 99 % de la surface habitable de la Terre et il assure la stabilité du climat au niveau mondial :  il absorbe un tiers de nos émissions de CO2, 90 % de la chaleur issue des activités humaines et produit la moitié de l’oxygène que nous respirons.  Dans un monde où près de la moitié de la population dépend du poisson pour couvrir ses besoins en protéines animales, il est la clé de l’équilibre des économies côtières et de la sécurité alimentaire mondiale. Un océan sain est donc essentiel à la stabilité de notre planète et de nos sociétés.

La pêche est une activité aussi ancienne que l’humanité. Cette activité de capture, de collecte de ressources vivantes est souvent reléguée au second plan comme une activité connexe à l’agriculture. De manière générale dans les débats publics les enjeux sont souvent méconnus, son rôle est souvent sous-estimé dans les stratégies de sécurité alimentaire et de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Or, **la pêche revêt une importance cruciale pour le droit à l’alimentation et à la sécurité alimentaire**.

L’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) a déclaré (Rome 5-09-2022) que *« Les secteurs de la pêche et de l’aquaculture avaient la capacité de contribuer davantage à l’amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde mais qu’il fallait redoubler d’efforts pour faire en sorte que leur développement se poursuive de façon efficace, inclusive et durable, et que les petits pêcheurs et aquaculteurs avaient un rôle fondamental à jouer dans ce contexte* ».

**La pêche constitue un enjeu alimentaire à la croisée d’importants enjeux géostratégiques**. Entre 1976 et 2014, les quantités de poissons exportés sur le marché international ont plus que triplé passant d’environ 20 millions à 60 millions de tonnes. Une industrie très lucrative qui s’accompagne de coûts environnementaux et sociaux avec notamment des conséquences dramatiques pour les communautés de pêcheurs artisans au Sud qui dépendent des ressources halieutiques pour leur subsistance.

**3 milliards d’êtres humains dépendent du poisson comme source principale de protéine animale**, il s’agit en effet de 20% de leur apport journalier. La consommation mondiale de poissons a connu une augmentation spectaculaire de 122% au cours des trente dernières années. Cette demande croissante des citoyens alimente un marché en pleine expansion, liée en partie à la croissance démographique, aux apports nutritionnels du poisson et à son faible impact carbone. La capture d’un kilo de poisson génère environ 2% de la quantité de CO2 émise par la production d’un kilo de viande rouge.

La consommation mondiale de produits alimentaires d’origine aquatique (à l’exclusion des algues) a augmenté de 3% par an en moyenne à partir de 1961, pour atteindre 20,2 kg par habitant, soit plus de deux fois la consommation enregistrée dans les années 1960. **Gérard Casolari**

**Les différents modes de pêche   
et leurs impacts environnementaux**

1. La pêche continentale
2. La pêche récréative ou de loisirs
3. La pêche professionnelle en eau douce
4. La pêche maritime
5. La pêche maritime de loisir
6. La pêche maritime artisanale
7. La pêche industrielle

--------------------------------

La pêche existe depuis la préhistoire où elle était un moyen de survivre :« **la pêche de subsistance** » Ce n’est qu’à partir de l’antiquité qu’elle devient aussi un **objet de** **commerce.** Et c’est tout au long des siècles que les méthodes et les engins utilisés vont évoluer.

On distingue 2 grandes catégories de sortes de pêche : la pêche **continentale** et la pêche **maritime**

**A) La pêche continentale**

C’est selon la FAO :

« *Toute activité conduite pour extraire des poissons et autres organismes aquatiques des eaux continentales* » : dans les lacs, rivières, ruisseaux, canaux, étangs, pour la plupart d’eau douce, certaines d’une salinité fluctuante (estuaire, delta,) ou permanente comme la Mer d’Aral, Mer Caspienne.

Cette activité se décline en :

**1)** La **pêche** **récréative ou de loisirs**:

Pratiquée par un grand nombre (1,5 millions en France). La pêche de loisir, activité purement récréative ne doit donner lieu à aucune commercialisation des produits pêchés. Ceux-ci étant destinés à une consommation familiale.

La pêche continentale récréative est la pratique de la pêche avec une ligne et un hameçon, avec ou sans canne (pêche à la mouche, avec un leurre, avec appâts vivants, au lancer, au bouchon ou flotteur).

En France, la pêche de loisir en eau douce nécessite l'achat d'un [permis de pêche](https://fr.wikipedia.org/wiki/Permis_de_pêche) qui implique automatiquement l’adhésion à « [l’association agréée de pêche et des milieux aquatiques ».](https://fr.wikipedia.org/wiki/Association_agréée_de_pêche_et_de_protection_des_milieux_aquatiques)

Cette pêche est réglementée par différents textes selon le lieu et les produits péchés.

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2117>

● **L’impact écologique** de ce mode de pêche est très fortement réduit du fait d’une réglementation qui a, dès son origine, été associée à une volonté de protéger le poisson contre les pollutions de son habitat.

Voir : [L’article L. 432-2 du code de l’environnement](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006834109/2001-04-14#:~:text=Version%20en%20vigueur%20du%2021%20septembre%202000%20au%2001%20janvier%202002&text=431%2D3%2C%20directement%20ou%20indirectement,120%20000%20F%20d'amende.)

Afin de préserver la ressource halieutique, le législateur a très tôt instauré une politique de restauration de la libre circulation des poissons.

Voir : la [loi sur l’eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000649171/).

#### 2) La pêche professionnelle en eau douce :

Jusqu’au milieu du 20éme siècle, la pêche fluviale était la principale source de poissons frais pour le marché alimentaire dans l’intérieur du pays.

«*Agriculteurs d’eau douce*», les pêcheurs professionnels ont pour vocation de nourrir les hommes.

La pêche professionnelle en eau douce est pratiquée par environ **360** pêcheurs en France.

Les pêcheurs professionnels maîtrisent le maniement des différents engins en fonction des espèces recherchées (le filet, la nasse, le verveux, la senne, le tamis).

Ils adaptent leur activité en fonction :

• d’un cadre réglementaire qui fixe les périodes de pêche autorisées

• des saisons de pêche les plus favorables aux captures

• du type de milieu exploité

• de la demande commerciale

Pour réaliser une gestion durable des ressources, garante de la pérennisation de leur activité, les pêcheurs professionnels :

• valorisent toutes les espèces présentes dans le milieu en respectant l’équilibre des populations et des classes d’âges,

• dirigent leurs efforts de captures vers les espèces les plus productives et les espèces exotiques envahissantes

• adaptent leurs prélèvements à la dynamique de chaque espèce, en fonction de la réglementation et de leurs données de capture. Ils entretiennent et stimulent la productivité de l’écosystème en préservant la diversité des espèces.

Devant obligatoirement adhérer à une association agréée de pêcheurs en eau douce, ils sont représentés au niveau national par le Comité national de la pêche professionnelle en eau douce (**Conapped**).

Les pêcheurs professionnels sont **affiliés au régime social agricole**. Dans les estuaires, **certains dépendent du régime maritime**.

Titulaires de droits de pêche, ils sont les seuls autorisés à commercialiser le poisson, dans un cadre réglementaire défini par le titre III du livre IV du Code de l’environnement.

Le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires est l’autorité administrative compétente pour concevoir la réglementation de la pêche en eau douce.

Des arrêtés préfectoraux précisent les dispositions applicables localement.

La police judiciaire de la pêche en eau douce, en particulier la recherche et la constatation des infractions, est notamment assurée par l’[Office français de la biodiversité (OFB)](http://www.ofb.gouv.fr/police-de-lenvironnement).

**● Impact de cette pêche professionnelle :**

**Dans la mesure où elle respecte scrupuleusement la réglementation, l**a pêche professionnelle en eau douce contribue à la **conservation des écosystèmes** aquatiques et de leurs ressources. Lanceuse d’alerte, elle assure une **veille environnementale**, permettant une mise en lumière des dysfonctionnements provoqués par les différents usages des milieux impactant la biodiversité (aménagements des cours d’eau, pollutions, barrages, etc).

La réglementation de la pêche en eau douce accorde une protection particulière aux **frayères**, c’est-à-dire aux zones où les poissons déposent leurs œufs et où grandiront les alevins ([code de l’environnement](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000018440396), [arrêté ministériel du 23 avril 2008](http://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000018771291), [circulaire du 21 janvier 2009](http://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/documents/Bulletinofficiel-0023171/met_20090003_0100_0015.pdf)).

Ces secteurs sont fragiles et leur protection est cruciale, car si les poissons pondent un grand nombre d’œufs, seule une infime proportion des alevins parviendra à l’âge adulte. Pour le saumon par exemple, sur 5 000 œufs, 1 à 5 saumons seulement atteindront l’âge de la reproduction.

**En conclusion :**

**La pêche continentale est une source importante de nourriture pour l’humanité depuis longtemps, fondamentale pour les pays en voie de développement**. Son rôle dans la sécurité alimentaire est très important, elle représente un moyen de subsistance indispensable dans les pays à faible revenu. Elle emploie entre 16 et 20 millions de personnes. D’autre part, fortement influencée par les autres utilisations des ressources aquatiques et foncières elle nécessite une gestion écosystémique prenant en compte les facteurs, humains, biologiques, économiques et sociaux. La FAO s’engage à promouvoir une gestion responsable pour une pêche durable et soucieuse des impacts environnementaux, prenant aussi en considération les changements climatiques.( programme de repeuplement, introduction et contrôle d’espèces exotiques, directives techniques et banque de données, conseils pour utilisation efficace des réservoirs et plans d’eaux, réhabilitation de l’habitat, préservation des écosystèmes aquatiques)

1. **La pêche maritime :**

Elle comprend, en dehors de la pêche de loisir, **4 types de pêche** :

* La petite pêche (artisanale), caractérisée par une absence du port de moins de 24h ;
* La pêche côtière (artisanale), caractérisée par une absence du port de plus de 24h (et moins de 96h) ;
* La pêche au large/hauturière, caractérisée par une absence du port de plus de 96h (et moins de 20 jours) ;
* La grande pêche, généralement caractérisée par une absence du port de plus de 20 jours (dans certains cas, on peut parler de « campagne »). navires de plus de 1000 tonneaux et de plus de 150 tonneaux selon l’éloignement du port d’armement.

1. **La pêche maritime de loisir**

C’est une pêcherie non commerciale, soit sportive, soit récréative et dont le produit est destiné à la consommation exclusive du pêcheur et de sa famille.

Elle est exercée soit à partir d'embarcations, soit en action de nage ou de plongée, soit à pied sur le domaine public maritime ainsi que du bord d’une plage ou d’une digue sur la partie des fleuves, rivières ou canaux où les eaux sont salées.

Différentes méthodes : à pied, pêche au lancer, au bouchon, au leurre, aux appâts naturels, à la traîne. La pêche maritime de loisir est soumise aux dispositions réglementaires internationales, européennes ou nationales applicables aux pêcheurs professionnels en ce qui concerne la taille minimale des captures autorisées, les caractéristiques et conditions d'emploi des engins de pêche, les modes et procédés ainsi que les zones, périodes, interdictions et arrêtés de pêche.

Voir : [definition\_et\_reglementation\_peche\_maritime\_de\_loisir.pdf](https://www.peche-capbreton.fr/images/static/reglementation/definition_et_reglementation_peche_maritime_de_loisir.pdf)

1. **La pêche sous-marine ou en plongée**    
   elle est encadrée par toute une réglementation spécifique : fusil-harpon interdit aux personnes âgées de moins de seize ans ainsi que l’usage de tout équipement respiratoire, qu'il soit autonome ou non, toute personne pratiquant la pêche sous-marine de loisir doit signaler sa présence au moyen d'une bouée permettant de repérer sa position..

Voir aussi [definition\_et\_reglementation\_peche\_maritime\_de\_loisir.pdf](https://www.peche-capbreton.fr/images/static/reglementation/definition_et_reglementation_peche_maritime_de_loisir.pdf)

1. **La pêche maritime à pied**

La pêche à pied est un type de pêche qui se pratique à marée basse sur l’estran, cette partie du littoral qui se couvre et se découvre au fil des marées. En se retirant, la mer laisse derrière elle un grand nombre de coquillages, poissons et crustacés enfouis dans le sable ou cachés dans les rochers (des coques, palourdes, huîtres, moules, étrilles, crevettes,..). Un matériel de pêche minimum et peu onéreux adapté aux différentes espèces.

Cette pêche est encadrée par des règlements départementaux ou locaux, les infractions sont sévères. La vente est rigoureusement interdite.

[Pêche à pied : conseils pratiques, réglementation, techniques de pêche](https://www.fruitsdelamer.com/peche-a-pied-conseils/)

Les lieux interdits :

* Les ports de pêche et de commerce (pour toutes les espèces),
* Les cantonnements ou zones de réserve (pour une sélection d’espèces),
* Les concessions de cultures marines (algues par exemple),
* Les zones de productions conchylicoles,
* Certaines réserves ou parcs nationaux.

**Impact de cette pêche maritime de loisir**

Peu d’impact environnemental, la réglementation encadrant rigoureusement cette pêche loisir avec des contrôles renforcés selon les zones et les espèces

**2). La pêche maritime artisanale :**

"**Petite pêche ou pêche côtière "** pêche à dimension commerciale, définie par :

* taille du navire
* techniques de pêche sélectives
* faible impact sur l’environnement marin
* pêche de qualité, valorisée
  + armateur embarqué et limité à une embarcation en mer à la fois (le pêcheur artisan possède son bateau et travaille dessus. S’il en possède deux, un seul est à la mer à un moment donné)
* ancrage territorial

La pêche artisanale recouvre des réalités différentes selon les définitions retenues. Pour les ONG, la pêche artisanale est une pêche de petite échelle, le plus souvent côtière, aux techniques de pêche pour la plupart basées sur des engins de type dormant (filets, casiers, lignes) et surtout à dimension humaine (le propriétaire du navire travaille à bord) avec un ancrage territorial fort.

Pour la France, la pêche artisanale désigne tout navire de moins de 25m avec armateur embarqué. En France métropolitaine, la catégorie des navires de moins de 12 mètres et utilisant des engins de pêche “passifs” représente 4 310 des 6 240 navires actifs 2020, soit **70%** de la flotte. (La pêche artisanale emploie 12 millions de personnes dans le monde, la pêche industrielle un demi-million.)

Ces navires, du fait de leur petit champ d’action, sont extrêmement dépendants de la santé de l’écosystème marin et de l’abondance des espèces qu’ils ciblent. Leurs stratégies de pêche visent à alterner les zones de pêche et les espèces tout au long de l’année afin de ne pas mettre à mal les stocks et de pouvoir continuer à pêcher longtemps sur cette aire géographique. Cette petite pêche artisanale est adaptée à son environnement.

* La pêche artisanale produit autant de captures pour la consommation humaine que la pêche industrielle en utilisant un huitième du carburant brûlé par la grande pêche.
* La petite pêche utilise des méthodes de pêche sélectives et rejette très peu de poissons. La majorité des captures est utilisée pour la consommation humaine.
* Aujourd’hui, les pêcheurs se tournent de plus en plus vers la vente directe, cela permet de pêcher un peu moins et de générer plus de revenus.

A la fois génératrice d’emplois pour de faibles volumes de captures et une bonne valorisation, la petite pêche artisanale est la garante d’une transition vers une pêche durable, face au rouleau compresseur que représente la pêche industrielle.

**La petite pêche artisanale détient intrinsèquement des avantages écologiques, économiques, sociaux et culturels remarquables qui en font**

«**le meilleur espoir des pêches** **durables »**.

Cependant, les petits pêcheurs côtiers, garants de la transition vers une pêche durable, sont menacés de disparition.

Les organes de représentation de la pêche française, et plus généralement en Europe, font l’apologie des méthodes de pêche à fort impact et non sélectives au titre « qu’il n’y a pas de mauvais engin, seulement des mauvais usages » c’est une remise en cause pourtant nécessaire des priorités face à l’hémorragie des emplois et des ressources marines. Le changement climatique emboîtant le pas à l’érosion de la biodiversité, l’urgence est devenue d’autant plus pressante de rendre les écosystèmes marins résilients face aux modifications profondes de notre environnement. Ce que déplorent les artisans pêcheurs qui constatent :

* Une raréfaction des ressources : Pour compenser les pertes, les pêcheurs déploient davantage de matériels (plus de casiers, plus d’hameçons et des longueurs de filet plus importantes).
* Des difficultés pour accéder à la ressource : L’obtention de quotas passe nécessairement par le rachat d’un navire qui dispose d’antériorités de pêche.
* Une réglementation inadaptée
* Une gestion opaque des Organisations de Producteurs (sur l’attribution des quotas et des aides)
  + Une critique envers les Comités des pêches (soupçons de connivence avec les gros industriels)

Un soutien à cette pêche doit donc se développer par des actions à plusieurs niveaux.

De la part des consommateurs qui doivent privilégier l’achat des espèces issues de ce mode de pêche, manger de saison et local, éviter au maximum les produits issus de la pêche industrielle, signer les diverses pétitions intervenant sur ces sujets.

Au niveau de l’état et de la communauté Européenne, qui doivent soutenir les revendications des pêcheurs, en ne cédant pas au lobby des gros armateurs, revoir la réglementation en la mettant en conformité avec la situation actuelle.

1. **La pêche industrielle**

On peut la définir comme une activité économique capturant de grandes quantités de poissons. Cette pêche se fait sur de grands navires et nécessite des infrastructures portuaires conséquentes pour débarquer et distribuer des poissons.

La pêche au large ou hauturière, caractérisée par une absence du port de plus de 96h (et moins de 20 jours) ;

La grande pêche, généralement caractérisée par une absence du port de plus de 20 jours (dans certains cas, on peut parler de « campagne ») navires de plus de 1000 tonneaux et de plus de 150 tonneaux selon l’éloignement du port d’armement.

Cette pêche « industrielle » est pratiquée sur des navires de 50 à 80 mètres de long. A bord, l'équipage peut compter jusqu'à 50 hommes. Le poisson est traité de manière plus technique que sur les navires pratiquant des marées plus courtes. Il est conservé soit dans des cales réfrigérées soit dans des cuves réfrigérées à l’eau de mer pour être transformé à terre, soit congelés en mer dans les bateaux adaptés.

ll existe **8 techniques différentes** de pêche industrielle :

1. La pêche au chalut.
2. La pêche aux dragues.
3. La pêche aux filets maillants.
4. La pêche aux sennes.
5. La pêche aux nasses.
6. La pêche aux casiers.
7. La pêche aux palangres.
8. La pêche aux filets.

Selon les sortes d’engins de pêche utilisés :

* les engins de pêche **passifs** (filets, lignes et palangres, nasses et casiers
* les engins de pêche **actifs** ( engins trainants, filets tournants, dragues )

**Les engins passifs :**

Les filets : maillants, calés, ou dérivants ont un impact sur l’environnement en capturant des espèces non ciblées, des cétacés, tortues marines. Problème de perte du matériel qui continue à capturer des animaux (pêche fantôme). Les dérivants sont interdits dans les eaux de l’UE.

Les lignes et cannes : avec hameçons munis d’appâts.

Impact très limité sous réserve du respect de la réglementation

La palangre : jusqu’à 20 km de long avec 12000 Hameçons

Impact : capture d’oiseaux de mer, d’espèces non ciblées, pêche fantôme lors de perte de l’engin

Les pièges : nasses et casiers : garnis d’appâts pour capturer crustacés et mollusques. Impact limité

**Les engins actifs :**

Les chaluts : chalut de fond, chalut pélagique , chalut à perche, selon les espèces ciblées

Un filet en forme d’entonnoir fermé remorqué par un ou deux navires

Le chalut capture l’ensemble des espèces, des produits de trop petite taille et d’espèces non ciblées, certains étant écrasés dans le cul du chalut (non commercialisables=perte)

**Impact important avec la détérioration des fonds marins**, destruction des habitats de certaines espèces, dégradation d’organismes marins sédentaires (algues, coraux)

Libération de quantité colossales de CO2 en soulevant le carbone enfoui dans les sédiments depuis des millénaires (une étude publiée dans la revue Frontiers in Marine Science )

Voir [Pêche : le chalutage de fond libère des quantités colossales de CO₂](https://reporterre.net/Peche-le-chalutage-de-fond-libere-des-quantites-colossales-de-CO₂)

***֍*** *La pêche au chalut de fond au-delà de 800 m est interdite en Europe depuis 2016*

Cependant certains efforts ont été réalisés pour atténuer ces impacts( taille du maillage, dispositifs d’échappement, forme , matériaux plus légers, disques en caoutchouc sur la partie traînant au fond pour réduire l’impact physique )

Des sondeurs et l’électronique permettent aux pêcheurs d’être plus précis et éviter les prises accessoires.

Les filets tournants : les sennes qui encerclent les poissons

**Impact** : capture de mammifères marins (tortues, requins) études en cours sur différents moyens pour y remédier.

Les Dragues : filets en forme de poche avec barre de dents métalliques qui ratissent le fond (pour la capture des coquillages )

**Impact**: capture espèces non ciblées et détérioration des fonds marins. Pourrait être réduit par l’utilisation de barre sans dents.

**En conclusion**

La pêche industrielle qui exploite plus de la moitié de la superficie des océans, quels que soient la technique et les engins utilisés, est un véritable fléau. Elle favorise une surpêche inutile, elle est responsable de millions de tonnes de « prises accessoires » qui sont rejetées à la mer. Elle détruit les fonds marins et perturbe les écosystèmes. Elle met en danger des espèces protégées. Elle favorise la libération de quantité de CO2 . Elle menace la pêche artisanale !

Elle est responsable de la ruine de certains pays dont l’économie vivrière repose en grande partie sur la pêche artisanale. Les gros bateaux étrangers venant envahir leurs eaux territoriales, provoquant la raréfaction de leurs ressources.

Même si des améliorations sont apportées grâce à la recherche scientifique et à la collaboration des pêcheurs, il est urgent d’agir au niveau national, européen et international pour une réglementation plus stricte, une gestion responsable débarrassée de la pression des lobbies des gros armateurs, une limitation des tonnages et des quotas. La préservation des espèces, des océans et des populations doit être leur priorité en favorisant une pêche artisanale respectueuse de l’environnement

***Chapitre réalisé par Annie Sicard - Indecosa CGT 83***

**La pêche : organisation de la profession**

L’étude porte sur 3 types de pêche :

* La pêche en eau douce
* La pêche en mer (avec bateau et à pied)
* L’aquaculture et les pêches privées

**Pêche en eau douce**

Le **Comité national de la pêche professionnelle en eau douce (Conapped)** est l'organisation représentative des pêcheurs professionnels. Il regroupe dix associations agréées réparties sur l’ensemble des bassins hydrographiques français.

Constitué le 10 mars 2008, sous l’égide du ministère de l’Écologie et dans le cadre de la loi sur l’eau, le Comité national de la pêche professionnelle en eau douce (Conapped) réunit les dix associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce : Adour, Garonne-Dordogne, Gironde, lacs alpins (lacs Léman, du Bourget et d’Annecy), Loire-Atlantique, Loire-Bretagne, Rhin, Rhône aval Méditerranée, Saône-Doubs et Haut-Rhône, Seine-Normandie.

Son conseil d’administration compte vingt-deux membres. Il est actuellement présidé par Didier Macé, pêcheur professionnel et président de l’association de Loire-Atlantique.

Le Conapped a succédé à la Cnapped (Coordination nationale de la pêche professionnelle en eau douce), association créée par les professionnels en 1988.

**Pêche en mer** (avec bateaux et à pied)

Les marins relèvent pour leur formation et l’exercice de leur métier du **Secrétariat d'Etat chargé de la mer**.

Avec le décret n° 2022-1058 du 29 juillet 2022 relatif aux attributions du secrétaire d'État auprès de la Première ministre, le Secrétariat d'Etat chargé de la mer "*élabore et met en œuvre la politique du Gouvernement dans le domaine de la mer sous ses divers aspects, nationaux et internationaux, notamment en matière d'économie maritime, de rayonnement et d'influence maritimes*". Cela concerne notamment la formation des gens de mer.

Le Secrétariat d'Etat chargé de la mer s'appuie notamment sur la **Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA)** qui a été créée pour donner une forte visibilité à la population et aux problématiques maritimes entrant dans son domaine de compétence.

L’organisation professionnelle et la défense de la profession sont définies comme suit :

**1. L’organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins**

L'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins est née de la loi du 2 mai 1991. Depuis sa restructuration en 2010, elle se compose :

* **Comité National des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CNPMEM)**

Le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), appelé aussi Comité national des pêches, est l'unique syndicat interprofessionnel des professions du secteur de la pêche et des élevages marins français qui défend les intérêts de la pêche maritime professionnelle française. Cette association est reconnue par les pouvoirs publics français depuis un arrêté du 5 novembre 1992. C'est un **organisme de droit privé chargé de missions de service public**.

Le CNPMEM représente l'ensemble des pêcheurs français auprès des pouvoirs publics, jouant un rôle analogue à celui de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) pour les agriculteurs. À la différence qu'elle est la seule structure représentative de la filière.

L'organisation participe à la gestion des ressources halieutiques, notamment lors de la définition de règles d’encadrement de certaines pêcheries, il participe aux politiques publiques de protection de l’environnement, en faveur d’une pêche durable et responsable.

Depuis une réforme de 2010, il peut exercer les missions des centres techniques industriels et émet, dans le domaine social, des avis dans le cadre de l’élaboration des dispositions législatives et règlementaires.

Le CNPMEM est financé par des contributions volontaires obligatoires auprès des professionnels du secteur. En 2010, ce montant s'élève à hauteur de 1 751 000 euro.

Pour sortir en mer, les pêcheurs ont besoin de quotas et de licences de pêches qui sont gérés directement ou indirectement par l'organisme.

* **Comités Départementaux ou Régionaux des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CDPMEM/CRPMEM)**

Le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins est composé de représentants de 14 comités régionaux de pêches maritimes et de l'élevage marin (CRPMEM), de 12 comités départementaux (CDPMEM) ou interdépartementaux et de nombreux comités locaux (CLPMEM) de chefs d'entreprises des pêches et des élevages marins, d'organisations de producteurs et de coopératives maritimes répartis sur toutes les façades du territoire métropolitain et d'outre-mer.

Les membres sont nommés par arrêté du ministre chargé de la pêche.

Son rôle est de définir des mesures pour une gestion équilibrée des ressources, informer les professionnels de la mer des mesures prises et leur offrir une assistance technique ; mettre en valeur la ressource en initiant des travaux de recherche, des études socio-économiques et des expérimentations ; représenter l’intérêt des professionnels auprès des pouvoir publics.

Pour ce qui concerne la gestion de la ressource, les comités régionaux des pêches maritimes sont amenés à fixer les dates d’ouverture ou de fermeture de la pêche pour certaines espèces ; fixer les règles de cohabitation entre les différents métiers.   
Ce sont aussi les CRPMEM qui attribuent les licences de pêche et qui mettent en œuvre des mesures visant à limiter l’effort de pêche, comme les mesures de réduction de la taille et de la puissance des navires, d’augmentation des maillages ou d’interdiction de certains engins de pêche…

**2****. Les organisations de producteurs (OP)**

Dans le monde de la pêche, il existe une vingtaine d'organisations de producteurs regroupées en 2 fédérations, **l’ANOP (Association Nationale des Organisations de Producteurs)** et la **FEDOPA (Fédération des Organisations de Producteurs de la Pêche Artisanale)**. Leur représentativité est élevée, particulièrement en Normandie et en Bretagne où respectivement 50% et 34% des pêcheurs y sont affiliés.

Les organisations de producteurs jouent un rôle dans la gestion de la ressource et la mise en marché des produits de la mer. En effet, les OP gèrent, pour le compte de leurs adhérents, les sous-quotas de pêche qui leur sont attribués annuellement et gèrent les produits invendus sous criée.

<https://peche.ifremer.fr/Le-monde-de-la-peche/La-peche/Par-qui/Pecheurs-professionnels/Marin-pecheur/Organisations>

<https://www.comite-peches.fr/la-peche-francaise/panorama-de-la-peche-francaise/>

**3. Organisation par zones :**

La pêche en métropole

La France métropolitaine dispose d’un littoral de 5500 km. Avec une soixantaine de ports de pêche, 37 halles à marée, 12 Organisations de Producteurs (OP), 278 entreprises de mareyage et de transformation des produits de la mer, la filière pêche – du navire au consommateur – est un secteur important tant au plan économique qu’en terme d’aménagement du territoire.

La flotte métropolitaine compte, en 2017, 4 417 navires. Elle représente la sixième flotte de l’Union européenne. Elle est composée majoritairement de bateaux de moins de 12 mètres.

La pêche française se caractérise par sa grande diversité portant à la fois sur les moyens de production, les métiers, les zones de pêche et les marchés.

Quatre types de pêche sont pratiqués en France: « la grande pêche » qui concerne les grands navires dont les marées durent plus de 20 jours, « la pêche au large » qui concerne les navires dont les marées durent entre 4 et 20 jours, « la pêche côtière » qui s’applique pour les marées de 1 à 4 jours et « la petite pêche » pour les marées de moins de 24 heures.

La richesse de la pêche française réside dans sa diversité : du ligneur de 8 m pratiquant la pêche du bar dans le raz de Sein au thonier senneur congélateur de 85 m capturant le thon dans l’Océan Indien, sans oublier la pêche à pied professionnelle.

A la diversité des métiers correspond la diversité des zones de pêche qui s’étendent du long des côtes françaises, autour de l’Écosse et de l’Irlande, entre l’Islande et le Groenland, au large de l’Espagne, dans le golfe de Guinée jusque dans l’Océan Indien ou l’Antarctique.

Les zones les plus éloignées sont pratiquées par « la grande pêche », constituée par la pêche thonière, la pêche à la légine australe et la grande pêche chalutière surgélatrice. La flotte française de thoniers senneurs tropicaux est constituée de 17 unités qui capturent plus de 100 000 tonnes de thon (thon obèse, albacore et listao).

La pêche dans les DOM

Si la France revendique la place de puissance maritime du fait d’une surface maritime de près de 11 millions de km2, elle le fait légitimement et notamment via ses territoires d’outre-mer. On compte ainsi en 2017, 3 438 navires de pêche dans les DOM (contre 4 417 en métropole). En 2017, on pouvait recenser 3 031 marins pêcheurs embarqués (répartis comme suit : 384 marins en Guyane, 1114 en Martinique, 1190 en Guadeloupe et 343 à La Réunion).

L’organisation professionnelle dans les DOM

Le réseau des comités des pêches s’étend dans les départements d’outre-mer. Les comités régionaux des pêches de Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion (une réflexion est en cours sur Mayotte) sont aussi reconnus comme exerçant des missions de service public et pouvant remplir les fonctions d’un centre technique et industriel (CTI). A la différence des comités métropolitains, ils comprennent des représentants de l’aval (premiers acheteurs et transformateurs) et de la pêche de loisir (ces derniers ne disposent pas de voix délibérative au sein du conseil d’administration du comité).

Les missions de ces comités sont les mêmes que celles d’un Comité régional métropolitain avec en plus la capacité d’émettre des avis sur la règlementation relative à la pêche de loisir et d’exercer les missions d’un CTI.

**La pêche à pied professionnelle (relève de l’organisation de la pêche en mer)**

La pêche à pied professionnelle se définit comme l’activité dont l’action, en vue de la vente des animaux marins pêchés, s’exerce sur le domaine public maritime ainsi que dans la partie des fleuves, rivières, étangs ou canaux où les eaux sont salées telle que délimitée par la réglementation en vigueur. L’action de pêche proprement dite s’exerce

1° Sans que le pêcheur cesse d’avoir un appui au sol ;

2° Sans équipement respiratoire permettant de rester immergé.

On dénombre environ 1300 pêcheurs à pied professionnels en France en 2020. Ce chiffre est à peu près stable depuis la reconnaissance officielle de cette profession, en 2001.

La pêche à pied professionnelle s’exerce sur l’ensemble du littoral métropolitain, de Dunkerque à Menton, aussi bien sur les milieux sableux que vaseux ou rocheux. Les principales espèces pêchées sont la coque, la palourde, la telline, les moules et les huîtres sur les façades Manche et Atlantique, et la telline en Méditerranée. D’autres espèces sont néanmoins capturées par les pêcheurs à pied professionnels : coquillages autres que ceux mentionnés précédemment, crustacés, poissons, mais également vers et végétaux marins.

Les principaux gisements sont ceux de la Baie de Somme et de la Baule pour les coques, le Golfe du Morbihan, la Baie de Bourgneuf et le bassin d’Arcachon pour la palourde. Des régions recèlent des gisements plus modestes mais en plus grand nombre, à l’image de la Normandie, de la Bretagne ou de la Nouvelle-Aquitaine.

La pêche à pied professionnelle peut être l’activité principale du pêcheur, ou une activité complémentaire de celle de la pêche embarquée ou de la conchyliculture par exemple.

Cette activité est dépendante d’une ressource fluctuante, soumise aux aléas environnementaux, aussi bien climatiques que sanitaires. Elle subit depuis 2012 une crise particulièrement importante du fait de mortalités constatées à la suite d’événements climatiques exceptionnels (fortes chaleurs estivales liées à des déficits de précipitations, ou au contraire très fortes pluviométries printanières).

Voir le Décret du Ministère de l’Agriculture <https://www.planetemer.org/infos/actus/p%C3%AAche-professionnelle-en-mer-en-france-chiffres-cl%C3%A9s-perspectives-%C3%A9volution-et-enjeux>

**Aquaculture et pêches privées**

La fédération française d’aquaculture est une fédération nationale professionnelle qui représente l’ensemble de la filière piscicole française.

Depuis 1924, date de sa création, elle porte la voix des pisciculteurs français et défend leurs intérêts.

Pisciculture et pêche privée

La FFA représente les différentes familles professionnelles de la pisciculture et de la pêche privée en France. Elle regroupe à la fois la pisciculture marine, la salmoniculture d’eau douce, l’esturgeon et le caviar et la filière étangs.

Produits de l’Aquaculture

La Fédération représente les producteurs au Comité Interprofessionnel des Produits de l’Aquaculture (CIPA) qui regroupe les organisations professionnelles représentatives de la filière piscicole (hors étangs) à travers trois collèges (producteurs, transformateurs, et fabricants d’aliments).

Syndicats régionaux

La fédération regroupe huit syndicats régionaux de producteurs de salmonidés (truites Arc-en-ciel, truites Fario, Ombles chevaliers…) et défend l’intérêt de tous ses adhérents.

***Chapitre rédigé par Frédéric BOLLE - Indecosa CGT 63***

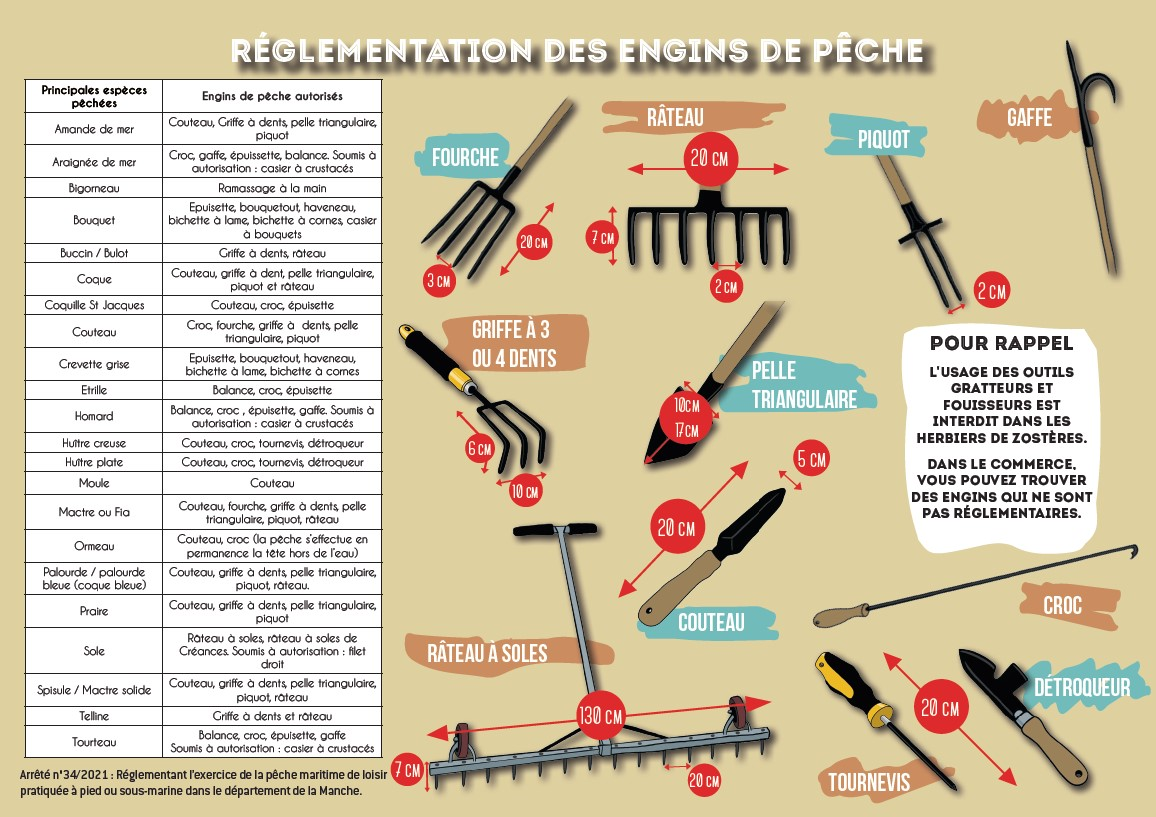
**Règlement de la pêche en mer en France**

**La pêche de loisirs**

La pêche de loisirs est généralement libre d’accès mais certaines espèces comme le thon rouge et l’espadon nécessite une autorisation spécifique : il faut respecter certaines règles aux engins utilisés et sont réglementées par arrêté du Ministre chargé des pêches maritimes.

Le produit de la pêche doit être exclusivement destiné au pêcheur amateur et sa famille et ne peut en aucun cas être vendu. Il est recommandé de s’équiper d’outils de mesure.

Il est interdit de recourir à une embarcation ; un quelconque engin ou un véhicule terrestre pour pratiquer la pêche à pied. Il est seulement possible avec une ligne tenue à la main ou certains outils tels que le râteau, l’épuisette, le casier à bouquet…. mais aucun instruments susceptible de porter atteinte à la conservation du milieu.



Selon l’arrêté du 26 octobre 2012 stipulant qu’il est impératif de se renseigner auprès des autorités maritimes locales pour connaître la nature, la taille et la quantité de poissons, de crustacés ou de mollusques qui peuvent être ramassé ou pêché par personne.

La pêche en mer nécessite un titre de navigation et plus largement le respect de toutes les règles relatives à navigation de plaisance : Seuls certains engins de pêche sont autorisés.

La pêche sous-marine est interdite aux moins de 16 ans ; La souscription d’une assurance en responsabilité civile est obligatoire.

Est également interdit :

* De s’approcher à moins de 150 mètres des navires ou embarcation en pêche ainsi que des engins de pêche signalés par un balisage apparent.
* De capturer les animaux marins pris dans les filets placés par d’autres pêcheurs.
* De faire usage d’un foyer lumineux.
* D’utiliser pour la capture des crustacés d’une foène (sorte de lance à plusieurs pointes) ou un appareil spécial pour la pêche sous-marine.
* De chasser en plongée avec bouteilles.

*Code rural et de la pêche maritime : Articles R921-83 à R921-93 et L945-1 à L945-4-2 et Code du sport Articles L321-1 à L321-9*

***Taille minimale des captures***:

Les pêcheurs de loisirs doivent respecter les tailles minimales des captures similaires à ceux imposés aux pêcheurs professionnels.

Lors de la pêche en mer, il faut respecter des tailles légales de capture. Parfois également respecter une période et une quantité. La réglementation étant changeante sur ce sujet, obtenir des informations à jour peut parfois être compliqué.

Dernière mise à jour de l’arrêté du 26 Octobre 2012 le 08 Juillet 2024 sur *www.légifrance.gouv.fr*

On notera que les tailles sont les mêmes pour la Mer du Nord, la Manche et l’Atlantique, la réglementation en mer Méditerranée étant différente.

Une particularité existe sur la réglementation du Bar suivant la zone où il est pêché

Autre source de renseignement *: lapechetechnique.fr*

Des tableaux avec les noms communs, les noms en latin et les tailles minimales pour les poissons, les crustacés et les mollusques sont inscrits ainsi que les mers.

***Engins de pêche***

De nombreuses techniques de pêche sont utilisées par les pêcheurs qui choisissent leurs engins en fonction des espèces qu’ils recherchent.

Les engins de pêche sont classés en deux grandes familles. Les engins passifs (filets maillants et casiers) et les engins actifs (chaluts et dragues) Les engins actifs sont déplacés sur le fond ou pleine eau pour capturer les animaux recherchés. L’engin passif ne bouge pas, d’où son nom d’engin dormant. C’est le mouvement des poissons qui les conduisent à se faire prendre.

**Quelques points clé sur la réglementation sur les engins de pêche en France** :

**Engins autorisés** : Les lignes gréées avec un maximum de 12 hameçons, deux palangres avec chacune jusqu’à 30 hameçons, deux casiers, une foène et une épuisette, une grapette à dents, uniquement en mer Méditerrannée, un filet trémail sous certaines limites de tailles uniquement en mer du Nord, Manche et Atlantique. Un carrelet par navire et 3 balances par personnes embarquée uniquement en Bretagne ; Pays de Loire et Aquitaine sont autorisés pour la pêche de loisirs en mer.

Comme une grande partie de la réglementation est locale, il faut s’orienter auprès de la direction compétente interrégionale de la mer. *Service- public.fr*

Sans respect des règles de la pêche de loisirs les amendes peuvent aller jusqu’à 22500 Euros avec confiscation du matériel de pêche.

**Zones et périodes** :

Certaines espèces font l’objet de mesures de protection sous la forme d’une suspension temporaire de la pêche ou d’une interdiction permanente.

*Exemples*: En Méditerranée : Les mérous, le corb, la raie brunette et l’anguille.

Les parcs marins peuvent être soumis à une réglementation particulière donc il est important d’en prendre connaissance avant d’y pêcher.

Les règles peuvent inclure des mailles supérieures à celles du code rural, des quotas de prélèvement, des horaires spécifiques, une obligation d’enregistrement ou l’obtention d’une autorisation comme la réserve naturelle de Cerbères- Banyuls, le parc marin du Golfe du Lion (66) la réserve nationale de Camargue, le parc national de Port-Cros, l’île de Porquerolles ou encore la réserve naturelle des Bouches de Bonifacio.

Référence officielle : *DIRM Méditérannée, www.surfcasting-mediterranee.com ou services-public.fr*

**La police des pêches (AECP- Agence Européenne de Contrôle des Pêches)** contribue activement à la protection des ressources halieutiques et des intérêts économiques afin de veiller au respect des réglementations européenne et nationale. Une autorisation de pêche confère le droit à un navire professionnel d’exercer des activités de pêches pendant une période, sur une zone et pêcherie déterminée. Cela inclut des inspections en mer et à terre ainsi que l’utilisation de technologies comme la surveillance par drone ou satellites.

Les zones de pêches sont souvent délimitées par des réglementations nationales et européennes ; certaines zones peuvent être fermées à la pêche pour reconstitution des stocks de poissons. Les quotas sont établis pour limiter la quantité de poissons pouvant être capturé ; Ces quotas sont souvent fixés par espèces et par zones et sont révisés régulièrement en fonction des évaluations scientifiques. Il existe des tailles minimales pour certaines espèces de poissons afin de garantir que les poissons aient eu le temps de se reproduire avant d’être pêchés. Des plans de déploiement communs (PDC) sont mis en place pour le contrôle des pêcheries ou des zones prioritaires ils visent à assurer le respect des obligations déclaratives et l’enregistrement des captures.

La pêche en mer varie selon les saisons pour respecter les cycles de reproductions des poissons et préserver les ressources marines.

**Le label MSC**

Le label MSC (Marine Stewardship Council) est une certification environnementale qui atteste que les produits de la mer proviennent de pêcheries gérées de manière durable. Voici quelques points clés :

1. Principes de durabilité : Le label MSC garantit que la pêche est effectuée de manière à préserver les stocks de poissons, à minimiser l'impact environnemental et à gérer efficacement les pêcheries.
2. Certification : Pour obtenir le label MSC, une pêcherie doit passer par un processus de certification rigoureux qui évalue sa conformité avec les critères de durabilité du MSC.
3. Objectifs : Le label vise à lutter contre la surpêche, à réduire la fraude sur les produits de la mer et à prévenir la pêche illégale.
4. Bénéfices : En choisissant des produits certifiés MSC, les consommateurs contribuent à la protection des océans et soutiennent les pêcheurs engagés dans des pratiques durables.

Le label Marine Stewardship Council (MSC) fait l'objet de plusieurs critiques et controverses. Voici quelques points clés de la polémique :

1. Critiques de l'association BLOOM : BLOOM, une ONG pour la protection marine, a publié une étude en 2020 affirmant que le label MSC certifie de nombreuses pêcheries industrielles ayant des impacts environnementaux significatifs, comme les chaluts de fond et les dragues. Selon BLOOM, seulement 7% des pêcheries certifiées MSC correspondent à la définition de "petite pêche côtière" avec des techniques moins invasives2.
2. Communication trompeuse : BLOOM a également critiqué le MSC pour sa communication visuelle, qui met souvent en avant des petites pêcheries artisanales alors que la majorité des volumes certifiés proviennent de pêcheries industrielles.
3. Réactions des transformateurs : Certaines entreprises, comme Connétable, ont décidé de créer leurs propres critères de pêche responsable en réponse aux critiques du label MSC.

Ces critiques soulignent l'importance de faire preuve de vigilance et de bien comprendre les labels et certifications lorsqu'on choisit des produits de la mer.

Pour rappel **INDECOSA-CGT revendique** :

Un changement des habitudes pour changer le monde

1. Réduire notre consommation de protéines animales, poissons inclus. C’est le geste n°1 pour réduire notre « impact carbone » et limiter le réchauffement climatique.
2. Demandez à votre poissonnier que la méthode de pêche soit clairement affichée - c’est la loi - et que la longueur du bateau le soit aussi.
3. Achetez du poisson issu de la petite pêche côtière : navires de moins de 12 mètres et engins passifs (ligne, casier, filet, pêche à pied).
4. Si les indications sont insuffisantes pour être sûr(e) de la méthode de pêche, passez votre chemin (et si vous êtes adepte d’une parole courageuse, faites connaître votre mécontentement).
5. Diversifiez le contenu de votre assiette. Exit le saumon d’élevage et les crevettes tropicales, limitez le cabillaud. Tentez l’aventure avec des poissons peu valorisés mais pourtant très bons : merlu, tacaud, merlan bleu, anchois ou sardine.

**Changeons la grande distribution pour qu’elle change le monde**

Le label MSC est discrédité, la grande distribution ne peut plus faire semblant de l’ignorer.

Nous demandons aux enseignes de distribution d’arrêter d’être complices des mensonges du MSC et de cesser de se réfugier derrière ce label trompeur, au lieu de mettre en place une réelle exigence dans leurs achats de poisson. Leclerc, Carrefour, Intermarché, Casino, Auchan, Système U, Métro et toutes les autres marques sont engagées dans une relation de confiance avec leurs clients qu’ils doivent honorer.

En tant que consommateurs et citoyens engagés, nous exigeons la transparence sur les produits vendus et nous souhaitons pouvoir acheter en fonction de critères environnementaux, éthiques et sociaux.

**Nous demandons aux enseignes de** :

* Distinguer clairement les produits de la mer issus de la petite pêche côtière : indication claire et systématique de la méthode de pêche et de la longueur des bateaux.
* Se désengager d’une politique « tout MSC ». Aucun label ne peut servir de parapluie magique mettant la grande distribution à l’abri de ses responsabilités.

***Chapitre réalisé par Véronique Bourgeois - Indecosa CGT 12***

**La situation économique du secteur   
de la pêche en France**



La France compte **65 ports de pêche**

Elle est le **4ème producteur de**pêche de l’UE après le Danemark, l’Espagne et le Royaume-Uni.

**La flotte de pêche** française est la 2ème des pays de l’UE. Seule la flotte espagnole la devance.

Le secteur de la pêche en 2021 comptait 13 777 emplois directs de marins-pêcheurs. Entre 2020 et 2021, ce secteur a connu une diminution de 9%, soit une perte de 1 749 marins-pêcheurs.

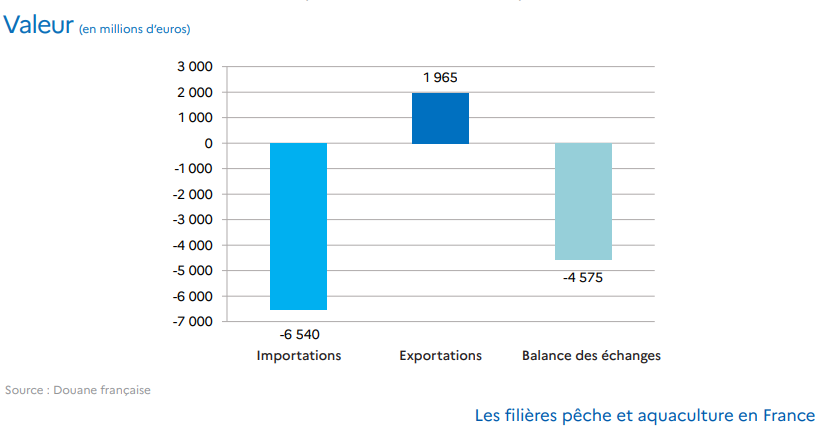
N.B. : **un emploi embarqué** génère approximativement 3 à 4 emplois à terre au sein de la filière aval.

**UNE BALANCE COMMERCIALE DÉFICITAIRE :**

En 2021, 239 065 tonnes de produits issus de la pêche fraîche ont été produits (principalement le thon : 134 280 tonnes), représentant 669 millions d’euros.

Cependant, cette même année, 1 290 milliers de tonnes (poids net) de produits de la mer **ont été importés**.

En France, en moyenne, ce sont 70% des produits issus de la pêche consommés qui sont issus de l’importation, principalement du thon et du cabillaud (mais aussi du lieu, de la sardine et du maquereau)



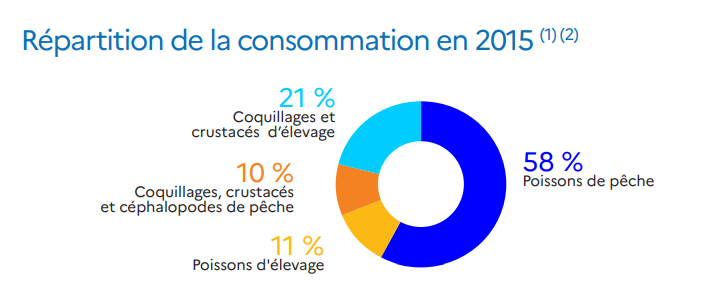
En 2022, 56 % des volumes de poissons débarqués en France provenaient de populations pêchées durablement.

**Une consommation légèrement en baisse et en mutation :**

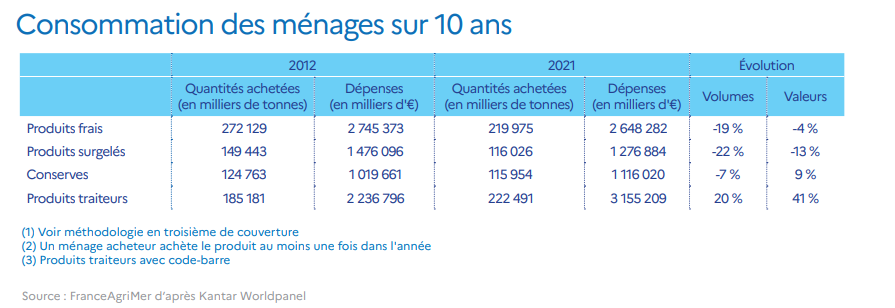
La France est le 5éme pays européen consommant le plus de poisson.

En 2021, 2 117 milliers de tonnes de produits de la mer ont été consommés par les Français ce qui représente en valeur 6 554 millions d’euros.

Cependant, on note chez le consommateur une méconnaissance des espèces commercialisées. En effet, si en France métropolitaine, 333 espèces ont été débarquées et commercialisées en 2022, si les Français consomment en moyenne 33,5 kg de produits de la mer par an, cette consommation reste principalement axée sur le thon (3,9 kg, moyenne annuelle de thon par habitant) et le cabillaud (2,8 kg consommation moyenne annuelle par habitant)



Cette consommation moyenne annuelle de produits de la mer est en baisse ces dernières années, sauf pour les produits traiteur.



Le poisson frais est principalement **acheté en grande distribution** (environ 63 % contre 11 % sur les marchés et 9 % dans les poissonneries traditionnelles). Les produits traiteur de la mer, quant à eux sont, à 85 %, achetés en grande distribution.

*Pour plus de détails se reporter à la brochure France Agrimer :* [*https://www.franceagrimer.fr/content/download/69397/document/20230216\_CC\_p%C3%AAche\_aqua\_FR.pdf*](https://www.franceagrimer.fr/content/download/69397/document/20230216_CC_pêche_aqua_FR.pdf)

**Une flotte française dans un état problématique :**

En près de 30 ans, la flotte de pêche française a perdu 53% de ses navires : passant de 8 771 bateauxen 1990 à 4 163 en 2020 (source IFREMER)

C’est une **flotte composite** mêlant pêche artisanale et pêche plus industrielle (avec en Méditerranée une très forte prévalence de la pêche artisanale et des petits métiers)

C’est une **flotte vieillissante,** avec des navires d’un âge moyen de 27 ans très énergivores, dont le poste carburant pèse fortement sur la rentabilité des entreprises de pêche (en particulier pour les chalutiers). De la même façon, 65% des navires européens ont plus de 25 ans et seulement 2% de nouveaux navires ont été construits ces 5 dernières années.

*En savoir plus : Ifremer. Système d'Informations Halieutiques, 2022. Synthèse de la flotte 2020 – France métropolitaine. 2020.*[*https://archimer.ifremer.fr/doc/00746/85801/*](https://archimer.ifremer.fr/doc/00746/85801/)

**Bilan et perspectives :**

La pêche française est la résultante de notre système économique : un modèle productiviste dont le seul but est de maximiser les rendements sans se soucier de la durabilité des ressources, de l’utilité de leur extraction ou des conséquences sociales ou environnementales.

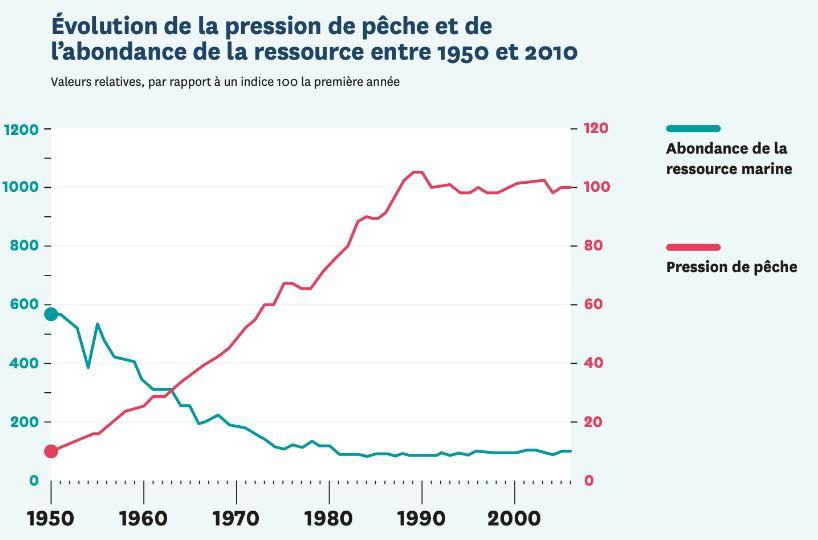
La surpêche est un choix politique. En effet, à partir des années 1950, le développement des infrastructures de transport (maritime, ferroviaire et routière) et l’amélioration des procédés de conservation ont rendu les produits de la mer accessibles, tout en préservant leur qualité et ont permis de répondre à la demande accrue en du fait de l’essor des classes moyennes urbaines et de la hausse du niveau de vie.

A partir des années 1980, les accords de libre-échange et les accords de pêche se sont accélérés, la France a intégré les marchés internationaux, les barrières douanières import-export se sont affaiblies et les navires ont intégré une technologie poussée les rendant plus efficients.

Tout cela a permis l’industrialisation massive de la filière pêche, avec une surexploitation des ressources halieutiques des pays de l’hémisphère Nord et une délocalisation des zones de pêches vers les pays du Sud.

Il y a eu un renforcement des concentrations et l’accaparement des ressources par les compagnies transnationales états-uniennes, européennes et japonaises, responsables à elles seules des trois quarts des importations de produits halieutiques mondiaux.

En parallèle, dans les pays du Sud, des millions de pêcheurs artisanaux ont vu le volume de leurs prises décroître.



**La pêche est désormais la première activité humaine pour laquelle nous avons atteint le plafond de ce que la planète pouvait nous offrir. Il devient donc urgent d’effectuer une transition si nous voulons préserver ce secteur.**

**Les solutions économiques possibles :**

Solutions gouvernementales :

Dans le cadre de la PCP (politique commune de la pêche de l’Union Européenne) la France s’est fixé comme objectifs de renouveler 25% des navires de pêche d’ici 2030, de renforcer le développement de nouveaux engins de pêche plus durables, moins énergivores et biodégradables, de valoriser les pêcheries en développant les labels et en créant de nouvelles pêcheries. Elle souhaite que 50% des débarquements français soient labellisés en 2030

*En savoir plus avec le dossier de presse du Ministère de la mer* [*https://mer.gouv.fr/sites/default/files/2022-03/Plan-action-peche-durable\_DP.pdf*](https://mer.gouv.fr/sites/default/files/2022-03/Plan-action-peche-durable_DP.pdf)

**Solutions liées à la consommation :**

* **Réduire notre consommation** de protéines animales déjà trop excessive.
* Privilégier les **labels** de qualité et de certification.
* **Varier notre consommation** de poissons.

**Solutions politiques** :

* La mise en place de règlements et d’aides en faveur de la **pêche durable** qui nous permettra de pouvoir atteindre la sécurité alimentaire sans entraver le renouvellement de la ressource.
* La **baisse drastique des subventions aux gros navires** qui drainent actuellement 55 % de ces subventions
* La création de **nouvelles zones de protection marines** et côtières qui permettront la protection et l’accroissement de la ressource.
* **Privilégier l’aquaculture** pour assurer l’approvisionnement des marchés internationaux tout en préservant les stocks sauvages (mais en veillant à l’origine des farines alimentaires car 90 % des captures sont réduites en farine et sont en fait des poissons parfaitement comestibles et indispensables à la sécurité alimentaire des populations locales).
* Mettre en place un **système de gestion communautaire** qui protège les droits d’accès des petits pêcheurs défavorisés et des pêcherie artisanales.
* Nationaliser (extension des souverainetés et des droits territoriaux) ou **introduire de nouveaux droits de propriété** afin de protéger les ressources dans les pays du Sud

*En savoir plus : Alimenterre* [*https://drive.google.com/drive/folders/1gcv7TPBlx7LFe3CwbajgCBHczdkk-P5Y*](https://drive.google.com/drive/folders/1gcv7TPBlx7LFe3CwbajgCBHczdkk-P5Y)

***Chapitre réalisé par Marie NOLOT - Indecosa CGT 57***

**Le métier de marin pêcheur**

**Quelques données sur les travailleurs de la pêche :**

Evolution du nombre d’emplois liés à la pêche professionnelle en mer (Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la Pêche, 2022) :

* Le nombre d’emplois directs de la pêche professionnelle en mer est en baisse. En 2021, le secteur de la pêche professionnelle maritime comptait **13 777 emplois directs** de marins-pêcheurs dont **6 140** **dans la petite pêche**. Entre 2020 et 2021, ce secteur a connu une diminution de 9%.
* Evolution du nombre d’emplois directs par genre de navigation entre 2020 et 2021 : L’ensemble des genres de navigation est concerné par cette diminution du nombre de marins-pêcheurs. Elle est principalement due à la forte baisse du nombre d’emplois dans la petite pêche :
* La **petite pêche (**marées inférieures à 24 heures) diminution des effectifs de **20,4%**
* La **pêche côtière**: (marées comprises entre 24 et 96 heures) augmentation de **17%**.
* La **pêche au large :** (marées supérieures à 96 heures)augmentation des effectifs de **5,2%**
* **La grande pêche**: ( marées supérieures à 20 jours) hausse de **6,1%.**

* Nombre d’emplois indirects induits par la pêche professionnelle en mer   
  Selon le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins, dans le secteur de la pêche maritime professionnelle, un emploi embarqué génère approximativement **3 à 4 emplois à terre** au sein de la filière aval. Les emplois indirects sont présents dans différents secteurs d’activités tels que la construction navale, l’équipement des navires et des marins, la commercialisation et la transformation des produits de la pêche.

**Un métier difficile**

La vie à bord d’un bateau de pêche est difficile : le bateau est bruyant, toujours en mouvement. Le pont est souvent glissant, le maniement des engins de pêche peut être dangereux. Les conditions climatiques peuvent être rudes et le marin est souvent amené à travailler dans le vent et l’humidité.

Le rythme de travail est très soutenu. Il dépend de la durée des marées (nombre de jours de mer consécutifs) qui varient le plus souvent de 1 à 20 jours. Le travail s’effectue par tranches de quatre heures, de nuit comme de jour. Les journées sont longues même pour un côtier qui quitte le port le matin, vers 4 ou 5 heures pour revenir le soir, vers 16 ou 17 heures.

Le marin pêcheur se sent souvent déconnecté de la vie à terre. Eloigné de son domicile, il n’a pas de véritable vie de famille. Il doit accepter la vie en collectivité et la discipline. Bien sûr les conditions de vie à bord sont très différentes selon que le pêcheur travaille dans la [grande pêche, la pêche au large, la pêche côtière ou la petite pêche.](https://peche.ifremer.fr/Le-monde-de-la-peche/La-peche/Laquelle)

1. **petite pêche** : marées inférieures à 24 heures
2. **pêche côtière** : marées comprises entre 24 et 96 heures
3. **pêche au large** : marées supérieures à 96 heures.

Et aussi selon s’il s’agit de :

**La pêche artisanale** : elle concerne surtout les bateaux entre 12 et 16 mètres, le patron est généralement propriétaire de son bateau

**La pêche semi industrielle** : elle concerne les bateaux mesurant entre 16 et 33 mètres. Le patron est soit propriétaire, soit salarié d’un armement

**La pêche industrielle** : Elle se pratique en haute mer sur des chalutiers industriels ou des thoniers mesurant plus de 33 mètres et dont la jauge brute est égale à 1000 tonneaux et plus . En général, le patron est salarié d’un armement.

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

Les marins pêcheurs jouissent d’un mode de rémunération spécifique qui reste inchangé depuis le XIXème siècle. **Leur salaire est calculé à partir du chiffre d’affaires réalisé lors de la vente des captures.**

Généralement ce chiffre d’affaires est divisé en deux : 50% pour le bateau et 50% pour l’équipage qui est **rémunéré à la part** (ex : le patron prend 2 à 3 parts, le mécanicien 1,5 part, les matelots 1 part chacun). Le salaire à la part varie suivant le type de pêche.

Quand la mer est bonne et le prix de vente du poisson élevé, la paie est bonne. La pêche industrielle offre un salaire minimum garanti, en plus d’un intéressement

<https://www.planetemer.org/infos/actus/p%25C3%25AAche-professionnelle-en-mer-en-france-chiffres-cl%25C3%25A9s-perspectivesK>

**Le métier de marin pêcheur reste dangereux :**

**Dix marins morts et 406 accidents en 2023 : la pêche toujours aussi dangereuse**

L’année dernière a été particulièrement meurtrière pour les marins pêcheurs et la profession reste, de loin, la plus exposée aux accidents, selon un rapport du Bureau d’enquête sur les événements de mer qui vient de paraître.

Sur un bateau, les causes d'accidents sont multiples : charges lourdes, bruit constant, matériel coupant et machines manipulées à des cadences soutenues et en déséquilibre constant. (Sebastien Bozon/AFP) Guillaume Sausse s’estime chanceux. En quatorze ans de pêche, il ne s’est jamais planté d’hameçon dans le bras. Alors il *«touche du bois»,* tout en déroulant une liste folle des dangers qui le frôlent, dès qu’il monte sur le pont de son navire de 11 mètres, un ligneur à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) : *«Le sol glissant, les caisses qui bougent, le couteau en bandoulière qui risque de vous percer le mollet quand vous vous asseyez… Tout est facteur de risque sur un navire de pêche.»*.

\* *«Il y a tout pour se faire mal et on travaille beaucoup à genoux ou penché»,* raconte Charles Braine, ancien pêcheur et président de l’association Pleine Mer, qui s’est lui-même entaillé la main sur huit centimètres, alors qu’il éviscérait des maquereaux à bord, tout en surveillant son GPS. Ce type de coupures est fréquent et entraîne souvent des complications à cause du contact permanent avec l’eau salée et les poissons.

En 2023, dix marins pêcheurs sont morts en mer d’après [le rapport que vient de publier le Bureau d’enquête sur les événements de mer](https://www.bea-mer.developpement-durable.gouv.fr/rapport-annuel-d-activite-2023-a645.html) (BEAmer), organisme public indépendant. Ce dernier comptabilise 406 accidents pour 5 900 navires. **La pêche reste, de très loin, le métier le plus accidentogène**. Les 10 décès de 2023, 6 (0,64 pour 10 000).

Les accidents les plus tragiques concernent des hommes passés à la mer, le plus souvent la nuit. Dans bien des cas, une seconde d’inattention suffit pour qu’un matelot soit happé vers le fond par un pied pris dans une ligne de casiers ou un filet.

Ces dernières années, également, la responsabilité pénale des armateurs est de plus en plus recherchée après des décès de marins, ce qui a donné lieu à des procès qui ont marqué les esprits dans la profession.

**Source :** Ministère de la Transition écologique et solidaire

www.ecologique-solidaire.gouv.fr

**Le rapport du Ministère de la Mer** présente la synthèse des affections d’origine professionnelle survenues ou reconnues au cours de l’année 2019.

Ces maladies sont la conséquence d’un accident ou d’une exposition à des facteurs toxiques au cours de la navigation.

Cette étude concerne l’ensemble des marins ressortissants de l’Établissement

national des invalides de la marine (ENIM). Ceux-ci naviguent à la pêche et aux

cultures marines, au commerce, dans les entreprises portuaires ou à la plaisance

professionnelle.

Une maladie est dite professionnelle si elle est la conséquence directe de l’exposition d’un travailleur à un risque physique, chimique ou biologique, ou résulte des conditions dans lesquelles il exerce son activité professionnelle.

Type de maladies professionnelles (MP) Nombre de cas en 2019

* En relation avec l’amiante : 34
* Atteinte auditive : 5
* Troubles musculo-squelettiques [TMS] : 111
* Affections chroniques du rachis lombaire : 12.

Les atteintes musculo-squelettiques (TMS) sont la première cause de pathologies

professionnelles. Elles représentent 60 % des maladies professionnelles des marins. Ces maladies sont la conséquence de gestes répétés et de l’hyper-sollicitation des articulations.

**Pourquoi le secteur de la pêche est-il aussi accidentogène ?**

Si les conditions de travail, l’environnement, les conditions climatiques sont les facteurs directs responsables de accidents et maladies du marin-pêcheur, d’autres explications sont à rechercher aujourd’hui. En effet, depuis quatre ans, les chiffres stagnent à un niveau préoccupant.

En cause, notamment, des cadences de travail éreintantes, notamment sur les chalutiers, et une flotte vieillissante, à trente ans, en moyenne, pour les navires impliqués dans un accident en 2023 selon le BEAmer (bureau d’enquête sur les évènements de la mer). Les vieux navires sont peu ergonomiques, plus exposés aux éléments et connaissent des problèmes de stabilité, souvent en cause dans les naufrages meurtriers.

La Commission européenne, qui a compétence exclusive sur la pêche, est désignée comme responsable de cette fuite en avant par les professionnels. Parce qu’elle freine l’acquisition de nouveaux navires afin de limiter les risques de surpêche.

Les griefs visent aussi le gouvernement français, qui [a supprimé en 2022](https://mer.gouv.fr/inspection-des-navires-un-nouveau-regime-mis-en-place-compter-du-1er-janvier-2022) le contrôle annuel des navires, pour [économiser sur les effectifs d’agents de contrôle](https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2023-10/20200225-04-TomeI-controle-securite-navires-et-equipages.pdf). Des organismes privés assermentés peuvent être sollicités et les visites sont désormais irrégulières et *«ciblées»*.

La dégradation de la rentabilité du capital entraîne dans son sillage la baisse des revenus du travail. Si certains patrons-armateurs proches de l’âge de la retraite vont se saisir des différents plans de sortie de flotte pour quitter le métier, d’autres plus jeunes et parfois endettés doivent imaginer d’autres solutions pour leur entreprise.

Tout se passe au cours de la précédente décennie, comme si la question de la prévention des risques passait après d’autres impératifs généralement d’ordre strictement économiques.

Pour répondre aux demandes de la grande distribution en poissons « ultra-frais », les patrons ont cherché à raccourcir les traits de chalut et à débarquer dans des bases avancées (ports de débarquement les plus proches de la zone de pêche). Si ces bases réduisent le temps de route des navires entre les zones de pêche et les lieux de débarquement du poisson – donc la consommation de gasoil — elles ont aussi pour effet de diminuer sensiblement le temps de sommeil des équipages.

L’allongement du temps de travail et son fractionnement au cours d’une marée accroissent les risques d’accidents maritimes - collisions et échouages - même lorsque le bateau fait route.

L’intensification du travail est l’une des conséquences du raccourcissement des traits de chalut puisque l’équipage dispose de beaucoup moins de temps pour « récupérer » entre deux.

Le gilet de sauvetage reste peu utilisé en dépit des recommandations de l’IMP (institut maritime de prévention).

Selon le Rapport statistique sur les accidents du travail maritime de 2010, les naufrages de navires côtiers et hauturiers ont pour origine au moins l’une des quatre causes suivantes : non-respect es consignes de sécurité à bord, collision et abordage, croche, navigation dangereuse. Les raisons pour lesquelles certaines mesures de sécurité ne sont plus respectées sont souvent imputables à l’état de fatigue dans lequel se trouve l’ensemble de l’équipage.

Les rapports d’enquêtes du BEA-MER qui ont été établis entre 2004 et 2009 suite

à 8 accidents mortels à bord de fileyeurs hauturiers, révèlent de nombreux dysfonctionnements qui ne sont pas imputables à l’état général du bateau, ni à celui de la mer, mais à la vitesse trop élevée du navire en manœuvre, au nombre insuffisant de matelots à poste, à l’absence de caméra sur le parc à filet… Ce n’est pas la vétusté des navires qui explique ces accidents mais l’impératif de la rentabilité de l’entreprise « *il faut que le bateau pêche* » qui a pour conséquence une augmentation significative de la pénibilité du travail.

Pour le patron-armateur la nécessité de rembourser les emprunts contractés lors de l’achat du navire, la charge des intérêts qui pèse aussi sur les matelots qui ont fait construire une maison neuve et dont la conjointe est souvent inactive, la fierté de se faire une « belle paie » localement valorisée, sont à l’origine des dysfonctionnements constatés. Enfin, l’absence de caméra montre à quel point certains armateurs ont été amenés à « arbitrer » entre l’acquisition de matériel de pêche performant et l’achat de dispositifs de sécurité souvent coûteux.

La raréfaction de la ressource pousse aussi les patrons à chercher le poisson là où il se

trouve comme l’indique ce patron-armateur du Guilvinec « *La ressource, on ne peut pas dire qu’elle est intacte. La pêche que l’on pratique ici, c’est le chalut… Dans les premières années les fonds ont été explorés, c’était passionnant, il y avait des patrons qui allaient voir dans des fonds où personne n’avait été. Puis, rapidement, tout a été connu, tout a été cartographié, tout a été exploité à fond… Un moment, il n’y avait plus rien, alors on allait plus profond et on remontait vers le nord* ». Aller pêcher plus au nord, au large des côtes de l’Irlande jusqu’aux îles Féroé, dans des mers plus hostiles et dans des zones moins pêchées, souvent très éloignées des postes de secours est l’une des stratégies de pêche adoptée par certains patrons.

D’autres patrons iront chaluter sur des fonds rocheux, eux aussi moins fréquentés, mais qui ne seront pas sans conséquence pour l’équipage. Sur les « fonds durs » le chalut se déchire et les hommes du pont passeront parfois plusieurs heures à ramander dans des conditions de mer qui peuvent ne pas être toujours faciles. Mais les patrons peuvent aller « chercher le poisson » en s’aventurant dans des fonds beaucoup plus accidentés parsemés de pointes de roche. Sur ces fonds le risque est la « croche » - le chalut se trouve pris dans une roche - dont les plus brutales peuvent occasionner le chavirage du navire.

Continuer à travailler, quelles que soient les conditions météorologiques est une autre pratique à risque qui s’est généralisée au cours de la précédente décennie « Dans le passé, il n’était pas rare d’entendre qu’un tel était à la cape ou même en fuite… en raison des conditions météo.

« *Aujourd’hui les gars ils vont continuer tant qu’ils peuvent mettre à l’eau le matériel* » (patron-armateur, Port-Tudy, 50 ans). Les équipages qui sortent en mer lorsque la plupart des navires restent à quai peuvent espérer obtenir en criée un bon prix pour leur pêche, mais par gros temps les chocs sont plus fréquents ainsi que les chutes.

**Comment tenir ?**

L’intensification du travail à bord des navires de pêche n’est pas sans conséquence sur la santé des marins et elle pose la question des limites de la résistance physique et psychique des équipages. C’est dans ce contexte que les conduites addictives de marins sont devenues un sujet préoccupant. Les médecins des gens de mer, les assistantes sociales maritimes et l’INP (institut national de prévention) développent des actions d’informations et de préventions.

Si certains comportements comme tabagisme n’engage que la santé du fumeur, la prise d’alcool, de cannabis et autres stupéfiants peut mettre en péril non seulement le matelot mais aussi l’équipage lorsqu’elle engage la sécurité à bord par manque de vigilance, des difficultés à exécuter certaines manœuvres, des comportements accidentogènes. L’étude réalisée par des médecins des gens de mer sur la consommation d’opiacés permet de cerner avec plus de précision les conséquences parfois délétères du travail à bord des bateaux de pêche (Le Floch, 2012). Parmi les causes invoquées par des pêcheurs, souvent jeunes, pour justifier cette consommation certaines reviennent de façon récurrente : le stress, la peur, le rythme du travail, la fatigue, les rapports tendus entre membres d’équipage, l’absence de vie sociale entre matelots, la nécessité d’oublier…

**Source**: https://nantes-universite.hal.science/hal-02001704v1

Submitted on 31 Jan 2019 Gilles Lazuech. Rapport salarial, pénibilité et dangerosité du travail dans le secteur de la pêche artisanale française.

**Pour Conclure :**

Le secrétaire d’État chargé de la mer, Hervé Berville, avait annoncé la tenue d’une « conférence sociale maritime » d’ici l’été 2024, lors des Assises de l’économie de la mer, le 29 novembre 2023 à Nantes. L’enjeu de cette conférence, où il devait être question de l’emploi dans les métiers de la mer, des droits des salariés, des carrières ou encore des salaires était :**« Aborder tous les sujets, faire un état des lieux du monde maritime, voir comment on peut améliorer les choses »** *«Nous attendons beaucoup de cette conférence sociale, parce qu’il y a des choses à faire pour diminuer l’accidentologie. Changer les mentalités, les façons de travailler, c’est un travail de long terme qui demande des moyens »,* avait alorsinsisté Françoise Le Berre, directrice de l’Institut maritime de prévention. Avec sa *«toute petite équipe»* de sept personnes, elle tente de sensibiliser 30 000 marins, tous secteurs confondus, aux gestes qui sauvent.

**Depuis cette annonce, Le monde de la pêche est toujours en attente…….**

Haut du formulaire

Bas du formulaire

Haut du formulaire

Bas du formulaire

***Chapitre réalisé par Aline Mahous - Indecosa CGT 65***

**Importance du poisson dans l’alimentation**

Le poisson a toujours fait partie de l’alimentation de l’espèce humaine depuis la préhistoire jusqu’à nos jours. S’il était un élément essentiel de *survie* des « Homo Erectus », on en retrouve la représentation sur les monuments et fresques de l’antiquité, puis comme synonyme d’abondance pour les premiers chrétiens qui l’ont utilisé en tant que symbole de reconnaissance. Il est, depuis, devenu au fil des siècles un objet de commerce avec le développement de la pêche artisanale puis industrielle.

**Pourquoi le poisson est-il si important pour la sécurité alimentaire mondiale**? (Academy Pittman seafoods)

Selon les toutes dernières estimations de la **FAO** (Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture) « *en 2020, entre* ***720 et 811 millions*** *de personnes dans le monde ont* *souffert de la faim et* ***2,37 milliards*** *n’ont pas eu accès à une alimentation suffisante* »

D’après les rapports de la **FAO**, le poisson, issu de la pêche continentale en eau douce ou de la pêche maritime, est pour les pays en voie de développement, **une source d’alimentation** **fondamentale**, de qualité, à la fois accessible et abordable économiquement. Cette source nutritive essentielle fait partie intégrale de la sécurité alimentaire de ces pays.

C’est un apport nutritionnel important pour cette population dont le régime alimentaire serait limité du fait des difficultés d’accès à d’autres aliments de qualité.

« Les produits aquatiques (continentaux ou marins) comprennent les poissons, les amphibiens, les crustacés, les mollusques ainsi que les plantes vasculaires et les algues. »

Ce rôle des produits de la mer est de plus en plus reconnu du fait de leur **qualités nutritionnelles,**ce sont des sources privilégiées :

* D’acides gras OMEGA3 indispensables au développement et fonctionnement du système nerveux et qui contribuent à la prévention des maladies cardiovasculaires.
* De protéines.
* De sels minéraux (phosphore, iode, zinc, cuivre, sélénium, fluor) renforçant les défenses naturelles.
* de vitamines (A,D,E,B).

Ils contribuent ainsi à une **meilleure santé générale** et à des fonctions corporelles optimisées.

De nombreuses organisations sanitaires préconisent donc de les inclure au moins 2 ou 3 fois par semaine dans le régime alimentaire humain.

**Mais une trop grande consommation peut être néfaste !**

Les poissons peuvent être ***contaminés*** *par différents polluants* présents dans leur environnement (dioxines, PCB, mercure, …) et néfastes pour la santé :

**PCB et dioxine**s se retrouvent principalement dans les poissons les plus gras (anguilles) ou bioaccumulateurs (barbeau, brème, carpe ou silure).

Le **mercure** dans les poissons prédateurs (thon, lotte ou dorade) et qui peut se retrouver dans les conserves.

**L’ ANSES a donc défini plusieurs recommandations :**

* En général, consommer 2 fois par semaine, varier les espèces et les lieux d’approvisionnement.
* Pour les populations sensibles : (femmes enceintes ou allaitantes, enfant moins de 3 ans),

Limiter la consommation des poissons prédateurs sauvages, éviter l’espadon, requin, lamproie, marlin et siki. Ainsi que les poissons d’eau douce tels que anguilles, barbeaux et brèmes, carpes et silures.

Ces dangers biologiques étant majoritairement détruits par la cuisson, les risques sont plus particulièrement liés à la consommation de produits **crus ou insuffisamment cuits ou recontaminés** après cuisson.

Autre sujet de contamination : l’accumulation de microplastiques dans le poisson présentant un risque pour la santé humaine. Ces déchets sont retrouvés dans le tube digestif d’un grand nombre d’espèces. Cependant, d’après les connaissances actuelles rien ne permet « *d’affirmer que la sécurité sanitaire de ces aliments soit compromise* »

« *Pour répondre aux inquiétudes quant à la sécurité des aliments, la FAO et l’OMS ont créé le Codex Alimentarius (2009) qui réglemente les normes, analyses, certification, inspection et étiquetage des produits ».*

**Croissance de la consommation mondiale :**

En 2024 ? La FAO constate une consommation augmentant presque 2 fois plus rapidement que la population mondiale depuis 1961, passant de **9,1** kg par habitant en 1961 à **20,7** kg en 2022.

Ces aliments aquatiques ont amélioré la nutrition dans le monde entier. En 2021, ils ont contribué à hauteur d’au moins 20 % aux disponibilités en protéines par habitant, bénéficiant ainsi à **3,2** milliards de personnes.

Cette consommation varie cependant selon les pays, les communautés et même les ménages. Ceci étant dû à plusieurs facteurs :

Pas de distribution équitable dans toute la population, situation géographique des pays (continentaux ou côtiers), difficultés de distribution de denrées périssables dans certaines régions, accessibilité économique, préférences et comportement des consommateurs liés aux coutumes et différentes cultures.

Mais, la préoccupation grandissante dans le monde d’adopter une alimentation saine va contribuer à augmenter la demande de produits aquatiques. La FAO prévoit une augmentation de 15 % en moyenne par personne en 2030.

**En conclusion**

Tous les rapports et études indiquent clairement les multiples bienfaits pour la santé procurés par la consommation de poisson et produits aquatiques .

Le Prix Mondial de l’Alimentation 2021 reconnaît que le poisson est essentiel pour réduire la faim et la malnutrition Une consommation modérée et éclairée ne peut être que profitable tant à la santé des personnes comme à l’environnement. Ces aliments sont incontournables pour aboutir à des systèmes alimentaires permettant de fournir une alimentation saine et durable pour tous.

Pourtant ils ne sont pas encore pris en compte totalement. Les données relatives à la pêche et à l’aquaculture portent plus sur l’exploitation et la production et non sur la chaîne de valeurs et la façon dont on pourrait tirer parti de ces produits pour satisfaire les besoins nutritionnels des populations vulnérables.

Le passage à une alimentation saine et durable requiert une action publique cohérente et des cadres juridiques puissants et inclusifs.

En France : Promouvoir la consommation locale, renforcer la sécurité sanitaire, harmoniser les recommandations nationales avec les principes directeurs élaborés par la FAO et l’OMS.

Au niveau international : initiatives actuelles de l’assemblée générale des Nations Unies, des négociations en cours au sein de l’OMS appellent à intégrer en priorité les notions de nutrition et d’équité dans l’attribution des subventions, rediriger des fonds vers des programmes sociaux de soutien vers les pêcheurs artisanaux, les femmes et les jeunes.

**Chapitre rédigé par SICARD Annie - Indecosa 83**

**Position Indecosa CGT**

Le poisson est un aliment riche en minéraux, en acides gras essentiels et en protéines et joue un rôle crucial pour la santé des consommateurs. 2 117 milliers de tonnes de produits de la mer ont été consommés par les Français (2021) c’est-à-dire en moyenne 33,5 kg par an. Le poisson frais est principalement acheté en grande distribution (environ 63 % contre 11 % sur les marchés et 9 % dans les poissonneries traditionnelles). Les produits traiteur de la mer, quant à eux sont, à 85 %, achetés en grande distribution. C’est dire **la place de la pêche dans l’alimentation** qui revêt donc une importance cruciale pour le droit à l’alimentation et à lasécurité alimentaire.

Mais le développement de la pêche industrielle avec ses bateaux usines, l’accaparement des océans par quelques transnationales et une réglementation qui privilégie ces dernières provoquent une raréfaction, voire une disparition, des ressources halieutiques et détruisent la biodiversité marine.

Voyons cela plus en détail :

**La pêche artisanale**, en mer ou dans les fleuves et rivières, bien qu'insuffisante pour répondre aux besoins, représentent une part importante de l'alimentation des populations et de l'emploi. Elle représente près de la moitié des prises mondiales et deux tiers des produits de la pêche destinée à la consommation humaine directe.

Mais elle est f**ortement entravée par les bateaux usines qui écument les mers et menacent sa survie**. À l'image du dernier-né des chalutiers géants, le Scombrus, propriétés de France pélagique, l'un des principaux armateurs français et filiale d'une multinationale néerlandaise, qui a été mis à la mer en septembre 2020 à Concarneau (29), long de 80 m, large de 18 m, équipé d'une unité de surgélation qui occupe son volume aux trois quarts, le bateau est capable, en une nuit, de capturer jusqu'à 200 tonnes de poissons soit l'équivalent de ce que peut traiter la criée de Lorient, plus grosse criée française. Ces trois cales d'un volume total de 2000 tonnes peuvent être remplis en deux ou trois semaines. Dès lors qu’un navire doté d'une telle capacité est sur zone, il la vide littéralement de ces poissons.

Depuis 2012, avec l’émergence du partenariat mondial pour les océans initiés par la banque mondiale est fondée sur une **logique de marché privilégiant des partenariats public-privés et la pêche industrielle**, une phase radicalement nouvelle et accrue de la gestion des mers et des ressources halieutiques s’est ouverte.

La stratégie des transnationales vise à y étendre également leur domination par ce que le forum mondial des populations de pêcheurs (groupe de réflexions alternatif) appelle « **l’accaparement mondial des mers » qui est en fait la privatisation des océans**. Les populations des pays côtiers voient leur accès à la mer fortement réduit. C’est accaparement a des conséquences sur la ressource elle-même, l’accès des produits halieutiques pour l’alimentation des populations, leur qualité, et l’emploi de centaines de millions de personnes dans le monde.

Les transnationales tentent de légitimer leur stratégie de privatisation en s’appuyant sur la nécessité d’augmenter la production alimentaire pour nourrir une population croissante justifiant par la même occasion le développement de l’aquaculture à grande échelle et l’instauration du système de droits d’accès marchands. Ce qui signifie l’abandon des politiques nationales et régionales maîtrisées et la liberté complète du pillage des ressources halieutiques par quelques mastodontes capitalistes. La banque mondiale réitère ses orientations d’un rapport de 2018 sur une gestion soi-disant durable des océans dont le slogan pourrait être « **pour sauver l’océan, vendons-le** ».

Cet accaparement mondial des mers est mis en place grâce à une redéfinition juridique de l'accès de l'utilisation et du contrôle des ressources halieutiques par la banque mondiale et l'OMC, imposée aux états avec leur concours. **Ces cadres juridiques instaurent des droits de pêche marchands**.

Ces droits de pêche sont en fait des droits de propriété privée et individuelle sur les ressources, qui s'achètent, se vendent et permettent la spéculation.

Ce marché des droits pêche conduit à la concentration entre quelques transnationales et à leur domination. Un navire usine néerlandais de 142 m dispose à lui seul de l'équivalent de 75 % des droits de pêche britannique.

**C'est également la suppression de l'accès physique aux zones de pêche et aux côtes**. Les infrastructures portuaires sont exclusivement destinées à la pêche industrielle. Les accords de pêche entre états favorisent cette dernière entraînant un pillage des ressources et un endommagement des zones de pêche. Par exemple l'accord de partenariat entre l'union européenne et l'île Maurice réserve aux navires européens un quota sur trois ans réduisant de 60 % les captures des pêcheurs locaux.

Parallèlement la pêche artisanale est mise en difficultés par l'endommagement des zones de pêche résultant de la surpêche industrielle et de l'activité économique sur les zones côtières avec l'agro-industrie, l'aquaculture, l'urbanisation…

**L'accès à la pêche et la sauvegarde de la pêche artisanale relèvent du droit à la souveraineté alimentaire des peuples**. Les tenants du système capitaliste et transnational ne jurent que par le marché et la propriété privée qui, selon eux, permettrait intrinsèquement une gestion durable des ressources halieutiques. Au contraire, l'accaparement mondial des mers ou leur privatisation vont se traduire par une accélération du pillage des océans par les industriels. Les travailleurs de la pêche artisanale sont seuls à même, si on leur en donne les moyens et si on les inclut dans les prises de décisions, de permettre le développement économique local, de gérer la ressource dans le seul but de nourrir la communauté et de répondre aux besoins alimentaires des populations en quantité et qualité.

**La France importe près de 80 % de sa consommation de produits halieutiques**. Pourtant avec son potentiel maritime et les régions d'outre-mer, elle dispose de la **deuxième zone économique exclusive du monde**, après celle des États-Unis. Cet atout offre un potentiel de développement réel écologiquement maîtrisé des activités de pêche et d'aquaculture pour l'ensemble des territoires, métropolitaine et d'outre-mer.

Or, depuis 1983, les activités de pêche sont régies par **la politique commune de la pêche (Pcp)** de dimension européenne dont les **restructurations de flottes** tiennent lieu de politique. 67 plans de démantèlement de la flotte ont été mis en œuvre depuis l'existence de la PCP, visant les bateaux âgés mis à la casse ou vendus à l'étranger. Ces plans de restructuration de la flotte, financé par Bruxelles, ont à chaque fois bénéficier à la pêche industrielle qui en est sortie renforcée. La pêche traditionnelle et artisanale a été bradée.

Face à cette situation quels pourraient être les solutions pour sortir de cet engrenage mortifère ? **Indecosa CGT propose** :

Une politique nationale de la pêche qui doit **privilégier la pêche artisanale et l'industrie de transformation** qui a été bradée, mais qui, relancée, pourrait répondre aux besoins alimentaires des populations.

Une telle orientation préservera cette activité économique et sociale, source d'emploi et de structuration des régions littorales tout en protégeant et sauvegardant les ressources halieutiques.

Il s'agit de construire une politique nationale de la pêche, que trop souvent dans l'histoire, la France a délaissé. Elle permettrait de reconquérir notre marché national fortement déficitaire.

*Source : Repéres pour agir de Jocelyne Hacquemand – 2022*

**Les solutions économiques possibles :**

Dans le cadre de la PCP (politique commune de la pêche de l’Union Européenne) la France s’est fixée comme objectifs de :

* Renouveler 25% des navires de pêche d’ici 2030,
* Renforcer le développement de nouveaux engins de pêche plus durables, moins énergivores et biodégradables,
* Valoriser les pêcheries en développant les labels et en créant de nouvelles pêcheries. Elle souhaite que 50% des débarquements français soient labellisés en 2030

**Solutions liées à la consommation :**

* **Réduire notre consommation** de protéines animales déjà trop excessive.
* Privilégier les **labels** de qualité et de certification.
* **Varier notre consommation** de poissons.

**Solutions politiques** :

* La **mise en place de règlements et d’aides en faveur de la** **pêche durable** qui nous permettra de pouvoir atteindre la sécurité alimentaire sans entraver le renouvellement de la ressource.
* La **baisse drastique des subventions aux gros navires** qui drainent actuellement 55 % de ces subventions
* La **création de nouvelles zones de protection marines** et côtières qui permettront la protection et l’accroissement de la ressource.
* **Privilégier l’aquaculture** pour assurer l’approvisionnement des marchés internationaux tout en préservant les stocks sauvages (mais en veillant à l’origine des farines alimentaires car 90 % des captures sont réduites en farine et sont en fait des poissons parfaitement comestibles et indispensables à la sécurité alimentaire des populations locales).
* **Mettre en place un** **système de gestion communautaire** qui protège les droits d’accès des petits pêcheurs défavorisés et des pêcheries artisanales.
* **Nationaliser** (extension des souverainetés et des droits territoriaux) **ou** **introduire de nouveaux droits de propriété** afin de protéger les ressources dans les pays du Sud.

**-------------------------------**

Haut du formulaire

Bas du formulaire

Haut du formulaire

Bas du formulaire

***Chapitre réalisé par Gérard Casolari - Indecosa CGT 83***

**Textes Annexes**

* Le concept de durabilité de la pêche (BLOOM)
* Pêche durable dans l’UE : Etat des lieux et orientations pour 2025   
  par François BILEM
* Mieux protéger les requins grâce à une pêche et un commerce durable  
  par Aline MAHOUS

**Le concept de durabilité de la pêche**

**Les plus grands spécialistes de l’océan repensent   
entièrement le concept de « durabilité ».**

Un groupe d’experts mondialement reconnus a publié les résultats d’un effort scientifique inédit : ils redéfinissent le concept de « durabilité des pêches » et proposent onze « règles d’or » remettant radicalement en cause la notion défaillante qui prévaut actuellement dans la gestion des pêches. Ces onze « règles d’or » ont été pensées pour mettre un terme à la destruction continue de l’océan causée par la pêche et assurer un renouvellement abondant des poissons de façon à nourrir les générations futures. Elles arrivent au moment même où les scientifiques ont drastiquement réévalué la santé de l’océan à la baisse, et où deux tiers des coraux de la planète sont exposés à des températures potentiellement létales. Les auteurs exhortent les entreprises, les gouvernements et les législateurs à mettre en œuvre ces onze actions décisives pour restaurer la santé de l’océan.

Les règles d’or s’appuient sur **deux principes clés** qui visent à révolutionner l’avenir de l’exploitation des océans :

1) **La pêche doit minimiser les impacts sur les espèces et les écosystèmes marins, s’adapter au changement climatique et assurer la régénération de la vie et des habitats marins appauvris** ;

2) **La pêche doit améliorer la santé, le bien-être et la résilience des êtres humains et des communautés** – en particulier des plus vulnérables – plutôt que de servir les intérêts économiques des entreprises qui concentrent les profits entre les mains de leurs détenteurs et laissent les citoyens supporter les coûts.

Cette initiative scientifique a pour ambition de **poser les bases d’une réforme destinée à transformer en profondeur la gestion actuelle déplorable du plus grand bien commun de la planète**. Les scientifiques appellent les décideurs politiques, les distributeurs, les pêcheurs et les responsables du secteur à adopter cette nouvelle conception et à se mobiliser pleinement pour la mettre en œuvre.

**Le besoin urgent de recréer un cadre mondial de gestion des pêches**

Aujourd’hui, la pêche est mondialement reconnue comme la principale cause de destruction des océans. En cinquante ans, l’état des ressources halieutiques s’est considérablement dégradé au niveau mondial : la part des populations de poissons exploitées de façon durable a diminué d’un tiers. **Les scientifiques se sont réunis pour travailler ensemble pendant des années sur la base d’un constat unanime : la définition actuelle de la « pêche durable » est défaillante et dangereuse**. Elle conduit à l’épuisement continu des espèces marines, à la destruction des habitats marins et des puits de carbone, ainsi qu’à la disparition des communautés de pêcheurs artisanaux dans le monde entier. Le concept actuel de » « pêche durable » utilisé par les gouvernements et les acteurs privés depuis la période d’après-guerre est **scientifiquement obsolète**. Il repose sur une théorie simpliste et productiviste **qui suppose que tant que les volumes de capture mondiaux restent en deçà d’une limite fixée, n’importe qui peut pêcher à peu près n’importe quoi, n’importe où, avec n’importe quelle méthode** », a déclaré le Professeur Callum Roberts, auteur principal de l’étude. « Pouvons-nous vraiment

considérer que tous les engins de pêche sont égaux d’un point de vue environnemental et social ? Actuellement, nous qualifions la pêche de « durable » sans tenir compte de leur impact sur les écosystèmes marins ou des facteurs humains, tels que la sécurité et les droits des travailleurs », a ajouté la Professeure Jennifer Jacquet.  **Les scientifiques dénoncent une approche dépassée de la soi-disant « durabilité », qui néglige des facteurs cruciaux de développement, humains et environnementaux**. Malgré leur acceptation généralisée par les acteurs de l’industrie et par les consommateurs, les normes actuelles de « durabilité » ne parviennent pas à répondre aux défis urgents posés par la crise climatique et l’effondrement de la biodiversité. Au contraire, elles soutiennent des pratiques industrielles fortement capitalisées qui profitent aux pays du Nord et nuisent aux écosystèmes et aux finances publiques, mettent en danger la pêche artisanale et la sécurité alimentaire et menacent l’emploi. Ce modèle met en péril le droit universel des êtres humains à un océan propre, sain et durable. Il était donc urgent d’élaborer un nouveau cadre de gestion de la pêche au niveau mondial.

**Une vision globale de l’avenir de la pêche**

Les auteurs sont parvenus à un autre consensus :  **la pêche doit être gérée de sorte à minimiser les dommages environnementaux et à maximiser les bénéfices sociaux pour répondre aux défis posés par une planète confrontée à la faim et au dérèglement climatique**. Ce groupe d’éminents chercheurs a donc développé une approche visionnaire de l’exploitation des océans qui s’appuie sur une **définition globale et interdisciplinaire de la « pêche durable », basée sur des connaissances issues de la biologie, de l’océanographie, des sciences sociales et de l’économie.** En énonçant les règles d’or de la « pêche durable » (déclinées en deux principes et onze actions clés), leur travail marque un tournant décisif, fournissant aux acteurs économiques et politiques les clés pour une transition urgente vers une exploitation durable des océans à long terme.

**Vers une abondance de poissons et des écosystèmes florissants**

Ce nouveau cadre de gestion propose la **vision d’un monde où la pêche assure le renouvellement de populations de poissons abondantes pour répondre aux besoins de l’humanité à long terme.** « Notre travail défend des pratiques de pêche qui préservent les fonctions vitales des écosystèmes marins, atténuent le changement climatique, garantissent la sécurité alimentaire et respectent les droits des êtres humains », a déclaré le Professeur Daniel Pauly. **Cette approche innovante reconnaît les rôles sociaux, éthiques et écologiques de la pêche, en proposant un modèle systémique durable mis en œuvre par les acteurs du marché, les décideurs politiques et le système juridique**.  « Nous devons **considérer la pêche comme un privilège et non comme un droit**. **La vie marine est un bien public qui devrait bénéficier à la fois à la société et à la nature et qui ne devrait pas être l’objet d’une course aux ressources motivée par des gains privés »,** a souligné le Professeur Callum Roberts. Leurs propositions sont ambitieuses mais réalistes : la plupart des actions recommandées s’appuient sur des mesures qui ont déjà fait leurs preuves.

**L’appel à agir d’urgence**

Les scientifiques exhortent les décideurs politiques, les distributeurs et les gestionnaires de pêcheries à **reconnaître l’échec du modèle de pêche actuel et à adopter d’urgence les règles d’or proposées.** **Les supermarchés**, qui représentent près des deux tiers des ventes de produits de la mer en France et en Europe, **jouent un rôle déterminant dans cette transition**. Ils peuvent transformer les pratiques de pêche en **modifiant leurs politiques d’approvisionnement, exercer une influence sur les labels de la « pêche durable » et répondre aux préoccupations croissantes des consommateurs concernant les impacts cachés de leur alimentation**. « Nous assistons à une déconnexion croissante entre la disponibilité de produits de la mer prétendument durables à grande échelle, l’effondrement des écosystèmes océaniques et la fréquence des violations des droits humains signalées. **Les supermarchés doivent cesser de tromper les consommateurs** » a prévenu Pauline Bricault, responsable de la campagne de BLOOM sur les marchés. « Le GIEC et l’IPBES ont fixé 2030 comme date limite. Les acteurs de l’industrie n’ont plus d’excuses, ils doivent agir ».

**Principaux résultats du travail scientifique**

**Un modèle révolutionnaire :  onze règles d’or pour protéger les océans**

Cette nouvelle conception de la pêche durable repose sur **deux principes fondamentaux**.

1. D’une part, la pêche doit **minimiser les impacts sur les espèces et les écosystèmes marins, s’adapter au changement climatique et permettre la régénération** de la vie et des habitats marins épuisés.
2. D’autre part, elle doit **soutenir et améliorer la santé, le bien-être et la résilience des personnes et des communautés** - en particulier des plus vulnérables - plutôt que de servir les intérêts économiques des entreprises qui concentrent les profits entre les mains de leurs détenteurs et laissent les citoyens supporter les coûts.

Onze actions, symbolisées par onze valeurs : Règles d’or (actions)

**1. La pêche doit minimiser les impacts sur l’environnement, permettre la régénération de la vie et des habitats marins et s’adapter au changement climatique**

1. Pêcher moins et minimiser l’impact de la pêche (Prudente)
2. Exclure les engins et les activités de pêche qui génèrent d'importants dommages collatéraux (Inoffensive)
3. Limiter la taille des bateaux et des engins de pêche (Modérée)
4. Ne s'approvisionner qu'auprès de pêcheries dotées d'une bonne gouvernance, de stocks durables et de données suffisantes pour garantir la durabilité (Vigilante)
5. Intégrer de manière proactive la protection des écosystèmes dans la gestion de la pêche (Holistique)
6. Interdire l'accès aux espèces et aux zones les plus vulnérables (Protectrice)

**2. La pêche doit soutenir et améliorer la santé, le bien-être et la résilience des populations, et non simplement profiter aux entreprises**

1. Mettre fin aux pêcheries responsables de violation de droits humains et qui menacent la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations (Sûre)
2. Créer des systèmes de gestion de la pêche qui assurent la répartition équitable et transparente des bénéfices (Juste)
3. Appliquer les bonnes pratiques quelles que soient les zones où l’on pêche (Responsable)
4. Mettre fin au versement de subventions nuisibles à la pêche (Ethique)
5. Imposer une tolérance zéro aux entreprises impliquées dans la pêche illégale (Légale)

Source : <https://bloomassociation.org/inedit-les-plus-grands-specialistes-de-locean-repensent-entierement-le-concept-de-durabilite/>

**Pêche durable dans l’UE : Etat des lieux**

**et orientations pour 2025**

La présente initiative consiste en un rapport et une consultation sur la mise en œuvre de la politique commune de la pêche.

La consultation vise à recueillir les réactions des parties prenantes sur les possibilités de pêche pour 2025.

***Notre avis en tant qu’association de consommateurs agréée sur le territoire français et membre de l’European Consumers Union :***

Pour Indecosa-CGT, la communication de la Commission Européenne constitue un état des lieux sur l’état des pêcheries européennes particulièrement bien documenté tant dans la présentation des stocks halieutiques que pour la situation de l’industrie de la pêche européenne.

La situation de la pêche européenne présentée dans cette communication est aujourd’hui à un stade critique même si quelques améliorations sont notées. Sont signalées en particulier des difficultés majeures en Méditerranée et en mer Noire.

Pour Indecosa-CGT, L’Union Européenne par ses instances décisionnelles doit mener une politique offensive dans le domaine de la pêche durable.

Celle-ci doit passer impérativement par une législation imposée et contraignante pour les États membres de l’UE.

Il s’agit aujourd’hui de protéger les ressources halieutiques des eaux européennes et au-delà, il y va de la survie de la population humaine, nous devons penser aux générations futures, c’est le devoir de l’Humanité, c’est notre devoir.

Pour Indecosa-CGT, cette politique doit donc s’emparer du devenir de la pêche européenne par le soutien à la pêche traditionnelle et apporter un soutien sous tous ses aspects, financier et de conseils, aux petites exploitations de pêcheurs. Dans cet esprit et le cadre de ce travail, l’UE doit aller plus loin et limiter drastiquement, voire interdire la pêche industrielle. Ses effets sont régulièrement dénoncés car particulièrement néfastes. Les destructions entraînées par cette pratique ont et auront des effets à moyen et long termes irréversibles.

Pour Indecosa-CGT, l’UE se doit de mettre en place un cadre réglementaire qui dépasse les préoccupations économiques de court terme. L’UE peut et doit être motrice dans la protection de l’environnement.

L’UE a ici l’occasion de traiter un dossier aux incidences environnementales, économiques et sociales de grande ampleur. Le consommateur y trouvera le plus grand bénéfice.

INDECOSA-CGT revendique :

• La mise en œuvre d’un cadre législatif concernant la protection des ressources halieutiques, y compris dans ses partenariats et en refusant les accords de libre échange qui s’affranchissent bien souvent de toute norme voire même de toute considération environnementale,

• La mise en œuvre d’un cadre protecteur favorisant la pêche côtière pour les petites unités et interdisant, de façon effective (en refusant les marchandises concernées et/ou via un label éthique), les pratiques de surpêche d’autant plus si celles-ci s’accompagnent d’actes de cruauté envers les animaux. La gestion réelle de nos ressources alimentaires et la protection de la biodiversité avant la course au profit sont des conditions fondamentales à la survie de l’humanité. Le fait de favoriser la pêche côtière est également plus écologique et plus porteur d’emplois.

* La prohibition des techniques de pêche au chalut et à la drague qui raclent les fonds marins et qui les détruisent.
* L’augmentation des aires marines protégées effectives.
* L’interdiction systématique de la pêche sauvage en renforçant la coopération internationale afin de rendre effectifs les contrôles en pleine mer.
* Le développement de la pisciculture bio répondant à un cahier des charges strict et refusant les logiques d’élevage aberrantes qui consomment plus de poissons qu’elles n’en produisent.

***François Bilem - Indecosa CGT***

**Mieux protéger les requins grâce à une pêche   
et un commerce durable**

En réponse à l’initiative citoyenne européenne «Stop à la pêche aux ailerons – Stop au commerce», la Commission envisage de prendre des mesures visant à mieux protéger les requins et prévoit notamment la possibilité de vendre les requins uniquement avec leurs nageoires naturellement attachées au corps, que ce soit pour la consommation au sein de l’UE ou pour le commerce international.

Notre avis en tant qu’association de consommateurs agréée sur le territoire français et membre de l’European Consumers Union :

Face aux enjeux actuels de destruction des ressources, la protection des espèces marines est cruciale.

L’UE se doit de mettre en place un cadre réglementaire qui dépasse les préoccupations économiques de court terme. L’UE peut et doit être motrice dans la protection de l’environnement et ce d’autant qu’il s’agit de préserver des espèces dont la disparition ne peut qu’avoir que des conséquences négatives sur l’ensemble de la faune marine.

Dans cet esprit et le cadre de ce travail, l’UE doit aller plus loin et limiter voire interdire la pêche industrielle. Ses effets sont régulièrement dénoncés car particulièrement néfastes. Les destructions entraînées par cette pratique ont et auront des effets à moyen et long termes irréversibles.

L’UE a aujourd’hui la possibilité de travailler à une réglementation de protection sur toutes les espèces de poissons, plus large que celle concernant les requins. L’état de l’opinion publique, les demandes du consommateur poussent aujourd’hui à favoriser d’autres pratiques de pêche qui d’une part vont permettre une pêche durable et responsable et d’autre part le développement des petites exploitations de pêcheurs. Cette logique s’étend sur toutes les zones de pêche du monde.

L’UE a ici l’occasion de traiter un dossier aux incidences environnementales, économiques et sociales de grande ampleur. Le consommateur y trouvera le plus grand bénéfice.

**INDECOSA-CGT revendique** :

• La mise en œuvre d’un cadre législatif concernant la protection des ressources halieutiques, y compris dans ses partenariats et en refusant les accords de libre échange qui s’affranchissent bien souvent de toute norme voire même de toute considération environnementale,

• La mise en œuvre d’un cadre protecteur favorisant la pêche côtière pour les petites unités et interdisant, de façon effective (en refusant les marchandises concernées et/ou via un label éthique), les pratiques de sur pêche d’autant plus si celles-ci s’accompagnent d’actes de cruauté envers les animaux. La gestion réelle de nos ressources alimentaires et la protection de la biodiversité avant la course au profit sont des conditions fondamentales à la survie de l’humanité. Le fait de favoriser la pêche côtière est également plus écologique et plus porteur d’emplois.

• La prohibition des techniques de pêche au chalut et à la drague qui raclent les fonds marins et qui les détruisent.

• L’augmentation des aires marines protégées effectives.

• L’interdiction systématique de la pêche sauvage en renforçant la coopération internationale afin de rendre effectifs les contrôles en pleine mer.

• Développer la pisciculture bio répondant à un cahier des charges strict et refusant les logiques d’élevage aberrantes qui consomment plus de poissons qu’elles n’en produisent.

***F. Bilem - Aline Mahous – Indecosa CGT*** *-* 4 Juin 2024

Lien : <https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/14158-Mieux-proteger-les-requins-grace-a-une-peche-et-un-commerce-durables_f>

---------------------------------------

**Organisations qui interviennent sur la pêche**

**Le collectif pêche et développement**: Son but est de promouvoir un développement durable et solidaire du secteur de la pêche et de l’acquaculture. [**https://peche-dev.org/**](https://peche-dev.org/)

**Pleine mer** : L’association Pleine Mer souhaite contribuer à une transition durable de la pêche en faveur des Hommes et des Femmes qui la pratiquent, des citoyens et de l’environnement.  
**https://associationpleinemer.com/notre-raison-detre/**

**BLOOM**: BLOOM est une association de loi 1901 à but non lucratif fondée en 2005 par Claire Nouvian. Entièrement dévouée à l’océan et à ceux qui en vivent, BLOOM a pour mission d’œuvrer pour le bien commun, la préservation de la biodiversité, des habitats marins et du climat en inventant un lien durable et respectueux du vivant entre les humains et la mer.  
[**https://bloomassociation.org/**](https://bloomassociation.org/)

**WWF : Le Fonds Mondial pour la Nature** est l'une des toutes premières organisations indépendantes de protection de l'environnement dans le monde, avec un réseau actif dans plus de 100 pays et fort du soutien de près de 6 millions de membres. Le WWF France, Fondation reconnue d'utilité publique, oeuvre pour une planète vivante depuis Paris, Marseille, les Alpes, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie.9w  
[**www.fr**](http://www.fr)

**Marine Stewardschip Council** : Lutte contre la surpêche.  
[**https://www.msc.org/fr**](https://www.msc.org/fr)

**Terre solidaire /** Association ouest africaine pour le développement de la pêche artisanale (ADEPA)  
[**https://ccfd-terresolidaire.org/partenaire/adepa-association-ouest-africaine-pour-le-developpement-de-la-peche-artisanale**/](https://ccfd-terresolidaire.org/partenaire/adepa-association-ouest-africaine-pour-le-developpement-de-la-peche-artisanale/)

**Organismes officiels**

**Le ministère chargé de la mer et de la pêche**

Le ministère chargé de la Mer et de la Pêche a autorité, par délégation du Premier ministre, sur **l'inspection générale des affaires maritimes** et, conjointement avec le ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, sur la **direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA)** qui a été créée pour donner une forte visibilité à la population et aux problématiques maritimes entrant dans son domaine de compétence.

Il dispose notamment du [**secrétariat général de la mer**](https://www.gouvernement.fr/secretariat-general-de-la-mer-sgmer). Le Secrétariat d'Etat chargé de la mer s'appuie notamment sur la (DGAMPA).

Il a autorité, par délégation du Premier ministre, conjointement avec la ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation, sur le [secrétariat général](https://www.ecologie.gouv.fr/secretariat-general) et sur le [commissariat général au développement durable](https://www.ecologie.gouv.fr/commissariat-general-au-developpement-durable-cgdd).

Parmi ses différentes attributions, il peut présider, par délégation du Premier ministre, le **comité interministériel de la mer**.

Les marins relèvent pour leur formation et l’exercice de leur métier du **Secrétariat d'Etat chargé de la mer**.

Le **Comité national de la pêche professionnelle en eau douce (Conapped)** est l'organisation représentative des pêcheurs professionnels.

**L'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins**, elle se compose :

* **Comité National des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CNPMEM)**

Le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM), appelé aussi Comité national des pêches, est l'unique syndicat interprofessionnel des professions du secteur de la pêche et des élevages marins français qui défend les intérêts de la pêche maritime professionnelle française.

* **Comités Départementaux ou Régionaux des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CDPMEM/CRPMEM)**

Le Comité national des pêches maritimes et des élevages marins est composé de représentants de 14 comités régionaux de pêches maritimes et de l'élevage marin (CRPMEM), de 12 comités départementaux (CDPMEM) ou interdépartementaux et de nombreux comités locaux (CLPMEM) de chefs d'entreprises des pêches et des élevages marins, d'organisations de producteurs et de coopératives maritimes répartis sur toutes les façades du territoire métropolitain et d'outre-mer

**Les organisations de producteurs (OP)**

Dans le monde de la pêche, il existe une vingtaine d'organisations de producteurs regroupées en 2 fédérations :

* **l’ANOP (Association Nationale des Organisations de Producteurs)**
* **FEDOPA (Fédération des Organisations de Producteurs de la Pêche Artisanale)**.
* **La fédération française d’aquaculture** est une fédération nationale professionnelle qui représente l’ensemble de la filière piscicole française.

La Fédération représente les producteurs au Comité Interprofessionnel des Produits de l’Aquaculture (CIPA) qui regroupe les organisations professionnelles représentatives de la filière piscicole (hors étangs) à travers trois collèges (producteurs, transformateurs, et fabricants d’aliments).

La fédération regroupe huit syndicats régionaux de producteurs de salmonidés (truites Arc-en-ciel, truites Fario, Ombles chevaliers…) et défend l’intérêt de tous ses adhérents.